LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

« Un capitalisme sans banqueroute est comme un christianisme sans enfer. »

Frank Borman

N° 1526
du 25 septembre au 1er octobre 2008
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

M 02137 - 1526 - F: 2,00 €

Sommaire

Services publics à la trappe, par S. Chemin, *page 3*

Amis, donnez pour que **l'école dure,** par I. Aubel, *page 4*

Nouvelles des **fronts,** par H. Lenoir, *page 5*

Des **brèves** qui font mal, *page 6*

Ça dégraisse, par J.-P. Levaray, *page 7*

La chasse aux **pauvres** continue, par C. Danis, *page 8*

Sautés de **banques,** par J. Langlois, *page 9*

Décroi-science, par X. Beckaert, *page 11*

Point de vue **anarcho-russe,** *page 14*

L'imbroglio **bolivien,** par P. Sommermeyer, *page 15*

L'argent qui pue, par N. Potkine, *page 16*

Le Dictionnaire de l'**anarchie,** par et de M. Ragon, *page 17*

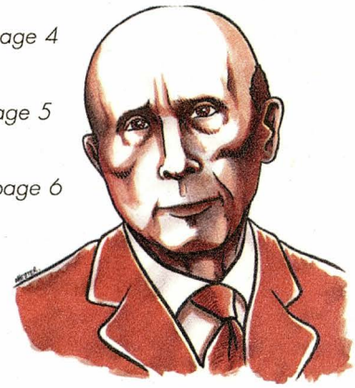
Bon anniversaire, **Louis,** par R. Burget, *page 19*

Rock à **Cuba,** *page 20*

Une vie pleine de **mouvements,** *page 21*

Notre **radio**, *page 22*

Agenda, *page 23*



Erratum

Dans l'article cinéma du précédent *Monde libertaire* (n° 1525) à propos du film de Tariq Teguia, est intervenue une erreur de manip : le titre y est apparu mal orthographié. Il fallait lire *Gabbla* et non pas *Galba*. Nous présentons toutes nos excuses au talentueux metteur en scène et à Heike l'auteur de l'article en question.

Le comité de rédaction

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Encore une sale semaine pour les Terriens. Le sacro-saint capitalisme étale ses nuisances et ses failles. Les marchés financiers sont « nerveux ». En sabir néolibéral boursier, ça veut dire que la panique augmente à l'étranger et aux États-Unis. D'après certaines informations, la Banque fédérale yankee – entendons le porte-monnaie des citoyens US – va allonger pas moins de 800 milliards de dollars pour racheter tout plein de titres pourris que personne ne veut plus. Le complexe d'assurances AIG est sauvé à ce prix, en clair il est nationalisé (eh oui) et on préserve 0,8 % de croâssance. Gros à parier que la crise une fois passée – si elle doit passer –, les gribouilles s'empresseront de reprivatiser, selon le bon vieux plan qui a fait ses preuves: nationaliser les pertes, privatiser les bénéfices, et que les cocus défilent avec la techno! Cheu nous, tout est bon pour calmer les petits boursicoteurs inquiets du côté « portefeuilles » : Radio Paris ose ressortir, tel un hareng de la saumure, l'inusable Peyrelevade – vous vous rappelez çui qu'a failli le Crédit Lyonnais et l'ensuivie dette faramineuse épongée par vous et moi. Qu'ose-t-il bêler dans le micro, l'incapable patenté? Un bon gros titata bien fumant: « Vous n'avez rien à craindre. » Sans doute, avec ses petites mains blanches d'exploiteur, la crise financière et la récession il va les arrêter net aux frontières – telles les nuées de Tchernobyl. Malgré l'incompétence et l'échec de l'économie de marché, la Voix de son maître, toujours elle, déroule le tapis rouge aux nouveaux riches et aux voyous qui s'engraissent du système sur le dos des gueux: Soros sans rougir avoue 32 % de gains dans ses placements, Tapie pleurniche et touche un jackpot de 45 millions d'euros, Georges Ghosn, royal, dégraisse 6000 renault pour maintenir les 15 % de profit annuel des actionnaires, et tout ça avec la morgue froide du winner qui lampe son caviar dans un pince-fesse à Matignon. Entre réassurances lénifiantes et annonces de fin du monde, qui croire? Est-ce la stratégie du choc chère à Naomi Klein? Bon, on vous souhaite malgré tout une bonne semaine, surtout si vous ne fumez pas (+ 10 % sur les cigarettes), surtout si vous n'êtes pas sans emploi (le financement de la RSA est épargné aux électeurs friqués), surtout si vous ne cherchez pas un logement (augmentation exponentielle du nombre de SDF, dont un tiers a un emploi), surtout si vous n'êtes pas malade (le service public Hôpital limite ses dépenses pour maintenir les exonérations fiscales des entreprises), etc. Et si on songeait enfin à la rév...

Travailleurs blousés, patrons flouzés

Sami Chemin

Bailly nous la baille belle, le ci-devant président du groupe La Poste, veut nous faire gober que le résultat de ses manœuvres pour transformer « son » établissement en société anonyme (en 2009) serait parfaitement indolore aussi bien pour les près de 280000 postiers (60 % de fonctionnaires, 40 % relevant du droit privé) que pour les usagers. Cet impayable pipeauteur a pris son plus beau timbre pour déclamer qu'une ouverture du capital de 10 à 20 % aux philanthropes qui lèchent la Bourse ne conduirait en aucun cas à la privatisation de La Poste.

Bailly aurait-il pris conseil auprès de France Télécom ou de GDF avant de proférer une telle énormité? Sa distribution de narcotiques ne s'est pas arrêtée là, ce titan de l'ingénierie financière a certifié dans la foulée qu'il maintiendrait 17000 points d'accueil sur tout le territoire. Seuls les esprits chagrins lui feront remarquer que plusieurs milliers d'entre eux ne sont plus des bureaux de plein exercice mais de simples « relais », proposant au public des prestations anémiées. Une comique de plus grande envergure, nous nommons ici la ministre de l'Économie C. Lagarde, a surenchéri au cours du mois de juillet en tonitruant que « La Poste restera, et ce n'est pas négociable, une entreprise publique. » Entracte.

Les années passent, cela n'empêche pas les confits en dévotion de la « concurrence libre et non faussée » d'user et d'abuser sempiternellement des mêmes stratagèmes pour atteindre leurs objectifs: dépecer les services publics et en céder les domaines dont il est avéré qu'ils régurgiteront un maximum de profits à des groupes privés. Les modes opératoires des larbins du capitalisme sont invariables, répétons-le.

Acte I – Fonder la légitimité de leur volonté de « réformer » sur les Évangiles selon saint Fric que sont les écritures de l'Acte unique européen ratifié par les Parlements nationaux en 1986. Ces Tables de la Loi du Pognon sont le moteur de la libéralisation des mouvements des capitaux et de la mise en concurrence des services dans l'ensemble de la Communauté européenne. Les directives européennes qui jaillissent de cette matrice donnent naissance à leur tour à des décrets d'application dans les différents États. Le procédé global permet à l'occasion de faire retomber la responsabilité des « réformes nécessaires » sur les épaules des « eurocrates de Bruxelles », alors que ces servants de messe sont intronisés par les différents gouvernements qui se succèdent en Europe, qu'ils soient de droite ou de « gauche ».

Acte II – Dénigrer inlassablement les services publics. Comment? En crachant sur eux une pluie de projectiles qui ont pour noms ou expressions: bureaucratie, corporatisme, archaïsme, sclérose, rigidité, inaptitude à la réforme ou changement, etc.

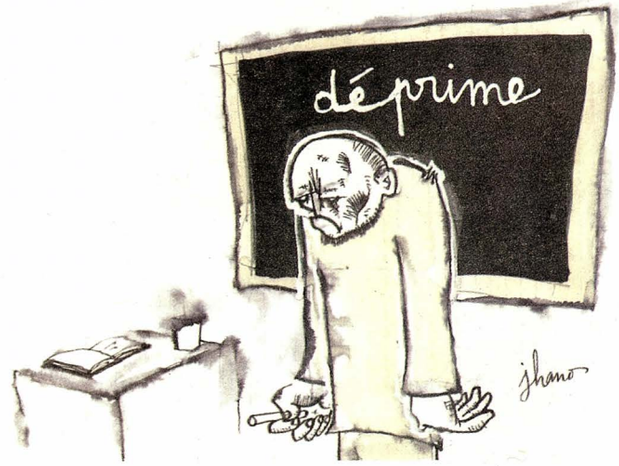
Acte III – Flatter la croupe des usagers, lesquels, par un glissement sémantique bien orchestré, deviennent très vite des consommateurs et enfin, nec plus ultra dans la bouche de ces escrocs, des… clients!

Une fois ces besognes accomplies, le processus de privatisation est engagé sans plus tarder. À ce stade deux scénarios prévalent, l'un ou l'autre étant activé préférentiellement en fonction du rapport de forces prévisible ou évalué. Soit gouvernement et patrons jugent qu'il est possible pour eux d'opter pour un dépeçage progressif du service public visé (en ciblant dans un premier temps les segments les plus profitables), soit décision est prise de privatiser le tout en deux coups de cuillère à pot. Pour résumer, frein ou accélérateur sont choisis en fonction de deux paramètres essentiels, le niveau de résistance politique et sociale identifiable d'une part et les montages financiers, économiques et juridiques d'autre part. Pour faire chic et savant, ces mariolles débitent parallèlement des sornettes du genre « nous agissons pour préserver les intérêts supérieurs du pays », ou bien « notre stratégie est la seule à même de faire face à une concurrence qui [elle] n'a pas d'états d'âme. »

Bailly et les têtes d'œuf qui l'entourent déploient depuis plusieurs années une énergie considérable pour préparer le terrain de la privatisation de La Poste. Le hic pour eux est que leurs ficelles sont aussi fines qu'une corde marine. Les salariés de La Poste – mais également les usagers de ce service public dans leur immense majorité – ont éventé les grossiers subterfuges déployés pour les enfumer. Les premiers sont soumis à des pressions croissantes pour: augmenter leur productivité, accepter sans moufter la minceur de leurs salaires, se résigner à des conditions de travail de plus en plus calamiteuses, considérer que la baisse des effectifs est une loi de nature, être mis en concurrence avec les travailleurs d'entreprises qui adorent la pratique du « moins disant social » et bien d'autres joyeusetés encore! D'autre part, les usagers « ordinaires » sont sommés de rester impavides devant la dégradation continue des prestations qui leur sont dues pendant qu'un traitement de faveur est réservé aux entreprises et aussi aux particuliers qui ont de la galette à confier à la Banque Postale.

La Poste aujourd'hui, itou l'ensemble des services publics de santé (voir la « réforme » des hôpitaux) et d'éducation (se rapporter à la Loi Pécresse sur l'autonomie des universités) à court ou moyen terme, sont ou seront investis par des chevaux de Troie dissimulant les guerriers excités à la perspective de la conquête de nouveaux territoires. La journée d'action du 23 septembre de nos camarades postiers est passée par là, qu'en dire sinon qu'ils ont eu mille fois raison de relever la tête vigoureusement? N'empêche, si nous voulons flanquer à terre les monstrueux canassons que nous venons d'évoquer, il faut se mettre dans le crâne que nous n'y arriverons jamais si nous luttons en ordre dispersé. S. C.

Faut pas cracher sur ceux qui font tourner la machine!



La rentrée est morose, les enseignants font la gueule. Darcos propose aux familles des week-ends entiers… mais une matinée de moins pour les élèves. Quel cadeau! Soixante heures pour les élèves en difficulté à répartir selon le bon vouloir de chaque école. Il paraît qu'en reprenant les élèves, en petits groupes, deux heures par semaine en plus de leur journée de classe, on va réduire la difficulté scolaire. Les parents ont enfin une réponse: les instits faisaient n'importe quoi avec des programmes lamentables et, maintenant, ils vont enfin s'occuper des élèves qui ne « suivent pas »! Mais si les difficultés persistent?

La hiérarchie de l'Éducation nationale a du boulot. Il va falloir contrôler le temps de travail de tous les enseignants, il y a du flicage dans l'air.

Peut-être verrons-nous l'apparition de pointeuses dans les écoles?

Le gouvernement vient d'éditer un petit livret en direction des parents: « Guide pratique des parents ». En cas de difficulté d'apprentissage le Réseau d'aides spécialisé aux élèves en difficulté est complètement ignoré. Il n'est pas cité une seule fois dans tout le document. Cela présage-t-il la disparition de ces réseaux? Il faut tout de même signaler que les enseignants des réseaux ont suivi une formation de deux ans pour répondre au mieux aux besoins et il est également important de noter que les enfants aidés par le réseau le sont sur le temps scolaire. Ces enfants en difficulté souffrent, l'échec est inhibiteur, les heures supplémentaires vont-elles les aider à aimer l'école et les apprentissages? Quand un enfant n'aime pas la soupe, il semble que lui donner un deuxième bol ne soit pas efficace!

Je donne maintenant un exemple de rentrée dans une ville de la banlieue parisienne: pas de médecin scolaire, pas d'infirmière, pas d'enseignant référent pour les intégrations d'enfants handicapés.

Je rappelle que les enseignants spécialisés itinérants ont été supprimés il y a deux ans. L'enseignant référent est en cours de recrutement.

– Sur le Réseau d'aide, il manque deux enseignants spécialisés.

– La classe d'intégration qui accueille des enfants handicapés est gérée par une enseignante non spécialisée et dont c'est la première année d'enseignement.

Il ne fait pas bon être un enfant handicapé ou simplement en difficulté scolaire en 2008!

Darcos a inventé un nouveau mot: le « pédagogisme », ceci pour bien marquer le mépris qu'il porte envers toute réflexion sur l'enseignement.

Il supprime les IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres), la formation professionnelle disparaît. Mais que propose le gouvernement? Une formation universitaire dont on ignore les contenus jusqu'à ce jour. Osera-t-on parler de pédagogie?

Il ne fait pas bon être formateur d'enseignants en 2008!

La régression est énorme, la disparition des écoles maternelles est programmée au profit de moyens de garde payants. Les postes d'enseignants spécialisés ne sont pas pourvus faute d'une politique active en ce sens, les intégrations d'enfants handicapés s'effectuent avec un manque de moyens désastreux, les classes ferment, les subventions accordées dans les Zep (Zones d'éducation prioritaires) diminuent voire disparaissent et évidemment les écoles privées fleurissent, les classes supérieures et moyennes fuient l'école publique.

Il ne fait pas bon être enseignant en 2008!

Il reste peut-être encore un espoir, pourrait-t-on dire: qu'il ne fait pas bon être ministre de l'Éducation nationale en 2009?

Isabelle Aubel
Groupe Pierre Besnard

Nouvelles des fronts

« La politique corrompt à coup sûr tout ce qu'elle touche : c'est la mouche à viande du socialisme. »

J.-H. Rosny

« **Désormais, quand il y une grève,** plus personne ne s'en aperçoit. » Donner un jour raison à Sarko pourrait paraître étonnant dans ces colonnes, mais il faut bien quelquefois reconnaître que pour le coup le locataire de l'Élysée a tapé dans le mille même si ça fait mal au syndicalisme. La pratique du sabotage fut recommandée par Émile Pouget et il faut convenir que nos leaders syndicaux ont bien retenu la leçon et qu'ils utilisent le sabotage avec talent et insistance contre le camp des travailleurs. Qu'est-ce d'autre que cette rentrée chaotique ? Des journées d'action sans mobilisation, des journées de mobilisations sans action ! On sait depuis belle lurette que l'union fait la force, et que font ces messieurs les secrétaires généraux et leurs états-majors : ils divisent et « mobilisent » au coup par coup, pour ne pas dire au petit bonheur. Un coup les profs le jour de la messe, un coup les retraités, un coup les postiers « boursisés », un coup… de pied au cul ! Auraient-ils peur d'être débordés par la base en cas d'action collective, va savoir, et pas de bordel avant les prud'homales d'autant que, pour certains, garantir le calme social garantit leur « représentativité » et du même coup leur financement. Toujours est-il que même lorsque Renault éternue (à peine) à Sandouville et ailleurs face à 4 000 ou 5 000 suppressions de postes dont 3 000 cols blancs, il n'y plus de risque que la France s'enrhume. Et il est bien vrai que du Palais princier et d'un peu partout, on ne s'aperçoit plus de rien… Mais ce temps aura une fin, disent les optimistes, le temps où l'on pendra le dernier des bureaucrates avec les tripes du dernier des politiciens.

Pendant les vacances, pas de trêve, tel a été le mot d'ordre de l'été, t'es à la plage et t'es viré !

Les magasins de tissus Bouchara sont liquidés, on a commandé les linceuls pour les saqués, le volailler Doux sacrifie 650 emplois dans le Cher et le Morbihan, les skis Rossignol sur la mauvaise pente, encore 1 600 emplois menacés. Strasbourg, General Motors pourrait fermer, l'alsacien est trop cher, 1 200 postes passés à la presse. Saint-Gobain, 4 000 emplois vont disparaître d'ici à 2009. Il serait raisonnable de renoncer aux congés payés, c'est décidément trop dangereux. Quoique la rentrée ne fût guère plus clémente pour les salariés de la Camif dont un tiers des effectifs va dégager. Encore un patron de l'économie sociale de choc ! Les profs pourraient peut-être se bouger et être solidaires de ceux qu'ils emploient collectivement mais ne rêvons pas. Certains ferment des classes et tous réduisent les effectifs ! Quelques reprises de lutte néanmoins : Transgourmet à Argenteuil (95) où les salariés ont refusé les conditions de leur délocalisation à Wissous (91) et menaçaient de bloquer l'approvisionnement des cantines scolaires parisiennes, grève dans les transports en commun de Lyon (TCL) et dans ceux de Toulouse. Dans la Ville rose, les travailleurs du réseau urbain réclamaient une aide importante en matière de prime de transport et n'acceptaient pas l'éventuelle aumône de deux cents euros préconisée par le gouvernement.

En dehors de l'Hexagone, vacances et reprise furent du même tonneau. Caylon, filiale du Crédit agricole devrait supprimer 1 200 postes entre Londres et New York, à inscrire pour une part dans les 40 000 emplois menacés à la City de Londres suite à l'affaire des crédits pourris. Aux États-Unis, d'ailleurs, Starbucks fermera d'ici à la fin de l'année 600 cafés et congédiera 1 200 bons et loyaux serviteurs.

Aux États-Unis toujours, les 27 000 mécaniciens de chez Boeing se sont mis en grève contre le nouveau contrat collectif proposé par la direction de l'avionneur. Alitalia, les jeux sont faits et il est probable que les travailleurs comme les dés seront jetés ; à suivre.

Du social en vrac pour finir. Les députés tchèques ont voté le relèvement de l'âge de la retraite à 65 ans à partir de 2031 (?). Le chômage connu aux États-Unis a atteint 6,1 % mais ce n'est que le dessus de l'iceberg au pays de travailleurs pauvres. Zapatero en Espagne, pour qui l'expression de solidarité social-démocrate n'est pas vaine, vient de supprimer l'impôt sur la fortune. En Chine, un ouvrier peut faire jusqu'à 232 heures sup par mois aux usines Joyful Long pour coudre des ballons de foot pour Nike, Adidas et compagnie et ne pas toucher le salaire minimum légal ; mais peut-être aura-t-il une médaille d'or aux jeux olympiques de l'esclavage. Italie, la combination tue et blesse en masse : 1 200 morts et 900 000 accidents du travail. Immigration, c'est pire que le travail en Italie, tout désert et toute mer traversée confondus : 2 500 morts aux frontières. Quant aux Roms d'Europe, 84 % d'entre eux sont sous le seuil de pauvreté en Bulgarie, 88 % en Roumanie, 91 % en Hongrie.

Si vous avez décidé d'oublier tout ça, allumez TF1, la ministre de la Culture (?) va proposer d'augmenter le volume horaire maximal de pub sur les chaînes privées. Elle pourrait passer de 3 à 9 minutes. Enfin du temps de cerveaux disponibles !

Hugues
Groupe Pierre Besnard

Brèves de combat

Anarchistes carrément athées. .

Une bonne surprise. Le petit cortège de la manifestation « À bas toutes les religions » organisée par la Fédération anarchiste, qui est parti de la place de la République à Paris, s'est étoffé pour rassembler environ un millier de personnes en arrivant place de la Nation, le samedi 13 septembre. Des militants de l'OSL, d'Act-Up Paris et de l'École émancipée se sont joints au défilé et ont repris les slogans athées et anarchistes pur jus et sans ambiguïté, du style « Ni dieux ni maîtres, ni patrons ni curés ». Un coup de frais dans ce week-end de culs-bénis encalottés.

Séropositifs en colère. .

Le matin même, des militants d'Act-Up Paris s'étaient levés tôt pour déplier une banderole géante le long des marches du Sacré Cœur à Paris, sur laquelle on pouvait lire « La capote, c'est la vie »! Pendant ce temps, Ratzinger faisait prêchi-prêcha devant le gouvernement Sarkozy face à l'hôtel des Invalides. Un pays à deux vitesses!

Et « libertaires laïques »

La veille, 300 personnes « laïques mais pas anti-croyantes » ont participé à la manifestation « Remballe ton pape », le vendredi de l'arrivée de Ratzinger à Paris, à l'appel d'une trentaine d'associations et organisations, d'Act Up à la Ligue communiste révolutionnaire en passant par le Mouvement français pour le planning familial et Alternative libertaire. La manifestation s'est étalée du métro Filles-du-Calvaire au Planning familial situé à côté de l'église Saint-Ambroise, dans le 11e arrondissement de Paris. Un pays à trois vitesses?

Copain-copain

Selon *Le Parisien*, le FN, quelques mois avant l'élection présidentielle de 2007, aurait versé 60000 euros à Bonnie production, la société gérée par Dieudonné, M'Bala M'Bala, le vrai nom de l'artiste. Le contrat portait sur la location du théâtre parisien de la Main d'Or, dont est propriétaire la société. Le FN explique avoir loué la salle pour y former des militants à récolter les signatures de maires indispensables pour permettre à Le Pen de se porter candidat.

Licencié car syndicaliste

La CNT appelle à la solidarité avec Serge, syndicaliste à la CNT à Marseille, menacé de révocation suite à une grève en mai 2008.

Boycott de la Mam d'Edvige

Aides, Act Up, Collectif contre l'homophobie, Fédération autre cercle et Inter-LGBT : les cinq principales organisations françaises de défense des droits des homosexuels ont décidé de boycotter la réunion organisée mardi après-midi au ministère de l'Intérieur sur le controversé fichier de police Edvige. Dénonçant une « fausse concertation », elles réclament que « le fichier soit annulé », a déclaré le porte-parole de l'association Aides. Selon le ministère de l'Intérieur, les organisations Flag et Gay Lib ont confirmé pour leur part leur venue... Tu m'Elton John!

La Tour d'Argent occupée

Une quarantaine de personnes ont occupé pacifiquement des salons du restaurant la Tour d'Argent à Paris, à l'appel de la CGT, qui exige une application de la circulaire permettant de régulariser des salariés sans-papiers.

Sans-abri sans écoute

Certains responsables d'associations d'aide aux démunis conviés à Matignon ont dit leur « dépit ». D'autres ont fait part de leur désappointement « face à l'absence de progrès » en matière de lutte contre le mal-logement et le phénomène des sans-abri. Des mots pour rien, puisque cette rencontre a tourné « au dialogue de sourds » entre les associatifs et le Premier ministre, François Fillon, qui était accompagné de la ministre du Logement, Christine Boutin, et du Haut-Commissaire aux Solidarités actives, Martin Hirsch. Encore de belles nuits à la belle étoile en perspective...

Jusqu'à la prochaine!

Le tribunal correctionnel de Carcassonne a relaxé l'ensemble des militants anti-OGM, parmi lesquels José Bové, poursuivis pour entrave à l'exercice de la liberté du travail après avoir envahi le site du semencier Monsanto, à Trèbes (Aude) le 13 avril 2006.

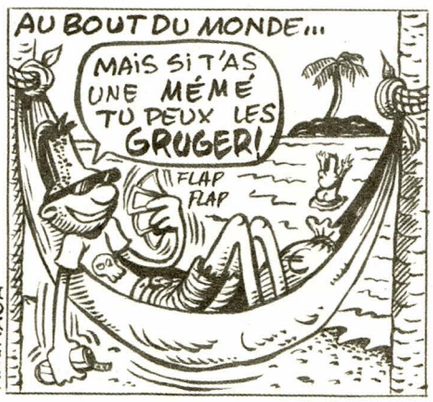
Dézinguer Darcos!

Darcos n'en finit pas d'attaquer l'école, de mépriser les enseignants et les parents d'élèves. Sa nouvelle attaque contre les enseignants des classes maternelles justifierait à elle seule une grève de protestation. Ses élucubrations sur les médailles méritent de retourner au musée de l'école d'autrefois. Sa mise en place de la nouvelle semaine d'école, ses cours-punition de « soutien », ses stages-punition de « remise à niveau », mériteraient d'être boycottés et retournés à l'envoyeur. Plancher de nouveau sur un projet correct pour l'école, les enfants et les parents!

L'école maternelle était déjà mise à mal l'année dernière et beaucoup se faisaient des soucis, justifiés aujourd'hui. La riposte n'a pas été assez virulente – de la faute aux syndicats notamment qui ont bloqué les mouvements de solidarité. Aujourd'hui, il nous faut préparer une grève longue et féroce. L'année dernière, les journées de grève éparpillées nous ont fait perdre au moins une semaine de salaire. Cette fois, nous devons partir en grève illimitée jusqu'à la démission de cet incapable!

À propos des profs des écoles

Le même bradeur de l'Éducation nationale n'en finit pas de débiter des contre-vérités, concernant les professeurs des écoles notamment. Ceux-ci et celles-ci sont recrutés sur concours après la licence (Bac +3). Ils et elles ont ensuite une année de formation à l'IUFM, qui comprend des cours et des stages (Bac +4). Certains ont eu une année de préparation au concours (Bac +5). Quoi qu'il en dise, les professeurs des écoles ont le même niveau de formation que les professeurs de collèges et de lycées, à savoir Bac +5! Et ils sont payés combien pour ça?



Le 4x4 pour les patrons les 4x8 pour les prolos

De notre envoyé spécial chez les prolos

Le 16 septembre dernier, avec cinq militants syndicaux de ma boîte, on quitte Rouen direction Amiens. La Fédé Chimie et Caoutchouc de la CGT a appelé à soutenir les salariés de Goodyear qui subissent des sales coups de la part de leur direction depuis un an et à participer à un rassemblement. On n'est pas trop du genre à nous rendre à ces rassemblements de militants, ni à trop suivre les ordres venus d'en haut mais on y va.

Les deux usines Dunlop et Goodyear d'Amiens sont voisines et font partie du même groupe avec un directeur et un DRH communs. Quoi qu'en disent les militants syndicaux, on sent une certaine animosité entre les salariés des deux sites. Il y a un an, la direction, malgré des bénéfices continus, a tenté d'imposer un nouveau rythme de travail sous peine de délocaliser. Elle a voulu faire passer le rythme de travail de 5x8 en 4x8, ce qui est très pénible et fatigant et qui, en plus, n'a aucune justification économique.

Un référendum a été organisé par les syndicats de Goodyear au cours duquel les salariés se sont prononcés très majoritairement contre le passage en quatre équipes. Sur un effectif de 1455, il y a 1148 concernés directement par les 4x8 et il n'y a eu que 328 qui se sont prononcés pour ce changement.

La direction a vu rouge et s'en est prise notamment à la CGT (majoritaire sur le site). Elle a même voulu organiser un nouveau référendum, mais la CGT et Sud ont appelé à un boycott qui a été très suivi. Cela a entraîné de la part de la direction des pressions permanentes sur les syndicalistes, du chantage et l'assignation en justice de quatre militants. La direction a tout essayé pour obtenir des signatures à leur accord de restructuration. Les petits syndicats aux ordres comme la CFTC et la CGC ont signé et, problème, le syndicat CGT-Dunlop, contrairement à celui de Goodyear, a également signé. Sur ce dernier point il semblerait qu'il y ait eu pression et manipulation du secrétaire syndical ainsi que des histoires pas nettes de fric, toujours est-il que la Fédération Chimie de la CGT envisage de virer la section CGT-Dunlop.

Suite au refus des salariés, la direction a annoncé le 15 juillet dernier un plan de réduction de la production d'Amiens Nord (– 38 %) ce qui entraînera la suppression de 402 emplois parmi ceux qui ont refusé de passer en 4x8.

Le lendemain de l'annonce de la direction, une manif a eu lieu devant les portes de l'usine. La présence policière était impressionnante et il y a eu des échauffourées.

Le syndicat Sud a, depuis, porté plainte contre la direction pour non-respect des accords, de la convention collective et le non-respect des règles de consultation des instances.

S'en suivent la fermeture de l'usine pour les congés du mois d'août et une rentrée des plus moroses pour les salariés qui s'attendaient à recevoir leur lettre de licenciement.

Ce 16 septembre, alors que nous arrivons facilement, les copains et moi, sur les lieux du rassemblement, les salariés ne savent toujours pas à quelle sauce ils vont être mangés. Une journée de grève a lieu ce même jour qui marche à 100 % (impressionnant le parking de l'usine immense et totalement déserté) mais les manifestants ne sont pas vraiment nombreux. On se retrouve à près de 400 devant les grilles de l'usine, mais il y a beaucoup de délégations venues de toute la région, de Dunkerque à Amiens, ainsi que de Normandie, de la région parisienne et même de Bordeaux. Il y a aussi de très nombreux journalistes et des tas de caméras, parce qu'il semblerait que c'est LA manif symbolique de rentrée, là où il faut être. On y croise Olivier Besancenot, Arlette Laguillier et un ancien ministre communiste dont j'ai oublié le nom. Si leur présence attire les journalistes, les syndicats ne leur donnent pas la parole.

Divers syndicalistes prennent la parole et dénoncent la direction de Goodyear ou apportent leurs messages de soutien. La plupart s'en prennent aussi, directement ou pas, aux directions syndicales qui ne savent pas dépasser la sempiternelle journée d'action inefficace. Ils sont très applaudis. Il faut dire que la Fédération Chimie de la CGT n'est pas en odeur de sainteté auprès de Bernard Thibault et passe pour la fédération de « gauchistes ».

Ensuite, et avant une manif en voiture (!) jusqu'au centre-ville, on discute avec quelques ouvriers de Goodyear, dans un parfum de merguez inhérent à ce genre de manifestations. Tous parlent des conditions de travail qui se sont dégradées, des accidents de travail quotidiens et de cette vie gâchée au boulot. Le quotidien habituel du prolo à l'usine, quoi. Ils parlent aussi du DRH qui s'est fait virer parce qu'il n'est pas arrivé à ses fins dans le calme. Et ils prédisent que ce plan de restructuration n'est qu'un début, que le site Dunlop sera touché aussi et sûrement plus tôt qu'on ne le pense… Ils disent aussi qu'il faut qu'on dépasse les journées d'action pour aller vers un mouvement de grande ampleur, mais personne n'arrive à dire ou à réfléchir vraiment sur la façon d'agir. Les discussions sont sympathiques et donnent un peu d'espoir dans le futur.

Plus tard dans l'après-midi nous quittons Amiens. Peut-être que demain 402 personnes recevront leur lettre de licenciement et ce sera une autre histoire.

Jean-Pierre Levaray

Radiez-les tous !

Une fois n'est pas coutume, le décret d'application de la loi 2008-758 du 1er août 2008 relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi devrait être publié à peine deux mois après sa promulgation. Elle n'ira donc pas rejoindre aux oubliettes les 54 % de lois adoptées par l'Assemblée nationale et le Sénat, parfois dans l'urgence, qui ne voient jamais venir leurs décrets d'application.

Il faut dire que là il y avait urgence. Le nombre de travailleurs privés d'emploi ne cessant d'augmenter, Il devient indispensable de purger les listes de demandeurs d'emploi, faute de quoi il pourrait y avoir du grabuge sur les listes électorales. Pour cela deux solutions (pas question de créer des emplois dans cette période de récession) : soit les chômeurs prennent un boulot de merde payé des miettes, soit on les radie des Assedic. Cela paraît cynique mais c'est bien l'esprit de cette loi inique votée en catimini pendant les vacances pour ne pas troubler l'ordre social.

Tout demandeur d'emploi doit dorénavant élaborer un PPAE (Projet personnalisé d'accès à l'emploi) avec la future « institution nationale publique dotée de la personnalité morale et autonome financièrement » qui sous peu remplacera l'ANPE, ou avec tout autre organisme conventionné par celle-ci. En gros, la multinationale pourvoyeuse de main-d'œuvre qui aura réussi à se faire conventionner définira, en présence de l'exclu de l'emploi, quelles sont ses compétences, dans quelle zone géographique il peut se déplacer de préférence, s'il peut espérer obtenir un travail, voire un emploi, à temps plein ou à temps partiel, à quel niveau de salaire il peut prétendre. Et ceci, la loi le précise, en fonction de la situation du marché du travail local. Ce PPAE sera révisé périodiquement[1] (tous les trois mois selon le futur décret d'application). C'est lui qui déterminera ce qui constitue une offre raisonnable d'emploi[2].

Au bout de trois mois, ses prétentions salariales seront réduites à 95 % de son ancien salaire. Après six mois de chômage cela baissera à 85 % et il sera contraint d'accepter un travail nécessitant une heure de transport en commun (« à l'aller comme au retour ») ou à une distance d'au plus trente kilomètres. Au bout d'un an d'inscription une offre sera considérée comme raisonnable si la rénumération est au moins égale au revenu de remplacement (ASS, RMI, etc.).

La loi prévoit qu'au bout de deux refus d'une offre raisonnable d'emploi (définie par le PPAE) le chômeur manquant à ses devoirs sera radié des listes de demandeurs d'emploi selon des modalités définies par décret du conseil d'État[3]. Le décret d'application prévoit deux mois de radiation. Il en sera de même pour celui qui est récalcitrant à encaisser son PPAE ou à le réactualiser. Imaginez ce que deux mois de radiation signifie pour un chômeur surendetté qui n'arrive déjà pas à boucler ses fins de mois !

De plus cette loi supprime les dispenses de recherche de travail pour les salariés approchant l'âge de la retraite. Jusqu'au bout ils devront subir les tracasseries d'une administration tatillone, alors qu'il sera clair que jamais ils ne pourront retrouver un emploi.

Il faudrait être aveugle ou complètement lobotomisé pour ne pas voir que cette loi n'a que deux buts : précariser de plus en plus les salariés passant par la case chômage. Radier à volonté, au gré des statistiques défavorables, les chômeurs encombrants. Peu importe à ces repus qui se gavent sous les ors de la République de faire plonger de pauvres bougres dans une misère noire, du moment que leurs statistiques se portent bien.

Quand, au bout de six mois, son PPAE réactualisé définira qu'il doit accepter du travail à mi-temps, le travailleur qui gagnait 1 555 euros brut par mois au temps où il avait un emploi devra se contenter de la moitié d'un Smic pour subvenir à ses besoins. Pour peu qu'il habite à dix minutes de la gare et que sa turne soit à vingt minutes de la station la plus proche, il devra se taper trois heures de trajet pour trois heures et demie de travail par jour.

Des médiateurs régionaux attachés aux directeurs régionaux de l'institution nationale de l'emploi, coordonnés par un médiateur national géreront les réclamations individuelles sans possibilité de recours.

Au mois de décembre, les « partenaires sociaux » doivent renégocier la répartition des recettes de l'Unedic qui accuse plus de quatre milliards de bénéfices. Gageons que les cotisations patronales seront réduites. Maintenant que les procédures de licenciements sont simplifiées et qu'il suffit d'arracher son consentement à son employé pour le foutre à la porte, il ne faudrait pas que les budgets de nos pauvres patrons continuent d'être grevés par des « charges sociales » trop lourdes. Sans quoi ils iront investir ailleurs, à Madagascar ou en Chine. Attendrons-nous d'avoir les mêmes conditions de travail que les Chinois pour déclencher une grève générale ?

Christophe Danis
Groupe libertaire Louise-Michel

1. Nouvel article L5411-6-3 du Code du travail.
2. Nouvel article L5411-6-2 du Code du travail.
3. Article modifié L5412-1 du Code du travail.

La crise phynancière

Comment ça crack !

Radio rodeo, par Winston Smith

Jacques Langlois

Avec la crise des subprimes (juillet 2007) nous assistons à une aggravation des choses malgré des actions désordonnées des banques centrales pour sauver les meubles. La banque centrale européenne (BCE), hier, vient encore d'injecter 100 milliards de dollars dans le système bancaire européen. Les États-Unis (FED) 120 milliards, la banque centrale japonaise 23, etc. Les États-Unis ont mis Freddie Mac et Fannie Mae (7 000 milliards de dollars de prêts hypothécaires en cours) sous tutelle étatique et ont garanti les dépôts. Hier, les États-Unis ont sauvé leur système financier en injectant 1 000 milliards de dollars de plus après les 1 000 déjà fournis depuis juillet 2007. Cela veut dire que la FED achète des titres vaseux aux banques ou assureurs en difficulté contre des bons du Trésor américain, ce dernier empruntant à l'étranger pour compenser, ce qui revient à faire tourner la planche à billets. C'est une nationalisation déguisée d'organes privés mais à statut particulier puisque leurs prêts étaient bonifiés par l'État et leur solvabilité garantie.

Déjà en juillet-août 2008 il y avait eu des injections massives de fonds des banques centrales vers les banques privées (Crédit agricole, ayant perdu 5 milliards d'euros, la Société générale 3, etc.). La Northern Bank écossaise a été nationalisée par les Britanniques, etc. Lehman Brothers, banque d'investissement et d'affaires américaine avec 620 milliards de dollars de portefeuille, s'est déclarée en faillite. AIGI, premier assureur aux États-Unis, vient d'être sauvé par un prêt de 85 milliards de dollars de la FED. Merrill Lynch (nom prédestiné) vient d'être rachetée. Morgan Stanley bat de l'aile. Les banques suisses, anglaises et allemandes ont elles aussi essuyé des pertes considérables.

C'est en même temps une crise « systémique » par effet de dominos. Pour le comprendre, il faut remonter aux subprimes américaines. L'idée de base est typiquement étatsunienne : le rêve individuel d'accéder à la propriété individuelle. Pour ce faire, des margoulins ont placé des prêts hypothécaires à taux d'intérêt variable chez des gens de la petite classe moyenne qui ne pouvaient pas payer, sauf si la valeur de leur bien augmentait. Ce fut chose faite car, sous la houlette du génie Greenspan, alors patron de la FED, les taux d'intérêt étaient très bas (1 % fin 2001, soit un taux réel négatif), ce qui a poussé à acheter de l'immobilier, ce qui a conduit à la surévaluation accélérée de ceux-ci, ce qui a amené les fonds spéculatifs d'investissement à emprunter pour acheter des entreprises. Les prêteurs (banques, assurances) ne prenaient pas de risque puisque, en cas de défaillance de l'emprunteur, le bien vendu valait bien plus que le prêt initial. D'où une bulle financiaro-immobilière qui a pété.

Mais ce n'est pas tout. Il se trouve que les Américains peuvent faire de l'emprunt « revolver » (normal au pays de M. Colt et de Columbine) : si la valeur du bien augmente et en fonction de l'amortissement du capital emprunté, on peut emprunter à nouveau et ainsi de suite. Las, en 2006, la FED a dû augmenter son taux directeur, celui qui détermine tous les autres. En effet, les déficits américains (budgétaires et commerciaux, 1 200 milliards de dollars par an) devenaient tels que les acheteurs étrangers de bons du Trésor américain prenaient peur d'être remboursés en roupies

de sansonnet. Du coup les taux d'intérêt s'envolèrent car ils étaient variables, ce qui entraîna énormément de défaillances d'emprunteurs de subprimes (prêts hypothécaires pour prolétaires). La valeur des biens immobiliers s'effondra; les banques ne pouvaient plus se rembourser; les emprunteurs étaient à la rue. Plus question de prêts revolving à la consommation.

Il faut savoir aussi que la finance avait été très imaginative et spéculatrice: les dettes hypothécaires avaient été « titrisées ». Cela veut dire que moult hypothèques détenues par une banque ou un prêteur étaient transformées en une obligation vendable sur le marché financier. Déjà, dans les hypothèques il y avait amalgame entre du peu risqué et du très risqué. Les titres hypothécaires titrisés furent mélangés avec d'autres créances en tout genre, sur toutes sortes de prêts. La titrisation produisait une espèce de millefeuille où aucune chatte n'aurait retrouvé ses petits. Le gâteau a été fourgué partout dans les banques et assurances du monde. L'avantage était que ces titres « titrisés » rapportaient beaucoup à des banques peu regardantes qui les fourguaient à leurs clients sous forme de « sicav dynamiques ». Les banques européennes, qui avaient alimenté la spéculation pour maximiser leur profit, durent provisionner des pertes massives sur les titres garantis et passer par pertes et profits leurs créances douteuses de subprimes. Les assureurs en avaient aussi souscrit (pour alimenter leurs réserves obligatoires, en association avec leurs propres titres et des immeubles).

Et cela va continuer: la faillite de Lehman Brothers engage 620 milliards de dollars largement répartis en Occident, ce qui va causer de nouvelles pertes chez les banques et les assureurs européens. Dexia, en France, va encore prendre 500 millions de dollars dans les gencives. Le Crédit Agricole 270 millions, la Société générale 479 millions, etc.

Il faut donc observer que le mécanisme de la « titrisation » a introduit un risque systémique puisque personne ne peut savoir ce que les différentes banques, assureurs et « rehausseurs de crédits » (Freddie Mac et Fannie Mae) ont mis dedans. Du coup, les banques se méfient les unes des autres et ne se prêtent plus entre elles, ce qui amène une pénurie de crédit et un manque généralisé de liquidités pour financer l'économie. D'autant plus que lesdites institutions financières ont vu fondre leurs réserves obligatoires: leurs propres actions (moins 70 % sur le titre du CA car les bénéfices ont fondu de 90 %), leurs immeubles (baisse de 15 % du marché immobilier en France), leur portefeuille de créances plus ou moins douteuses. C'est pourquoi les banques centrales, aux frais du contribuable qui n'en peut mais, injectent massivement des liquidités pour renflouer la finance capitaliste! C'est pourquoi les banques essaient de se refinancer en émettant de nouveaux titres. Hélas pour elles les pigeons ont été échaudés, pris à la gorge par la hausse des taux d'intérêt, par les pertes sur leur assurance-vie et par la baisse de valeur des logements, nombre de petits bourgeois ont vendu leurs FCP, leurs Sicav, etc. ce qui contribue à faire baisser les Bourses: moins 30 % sur le CAC 40 en France depuis janvier 2008.

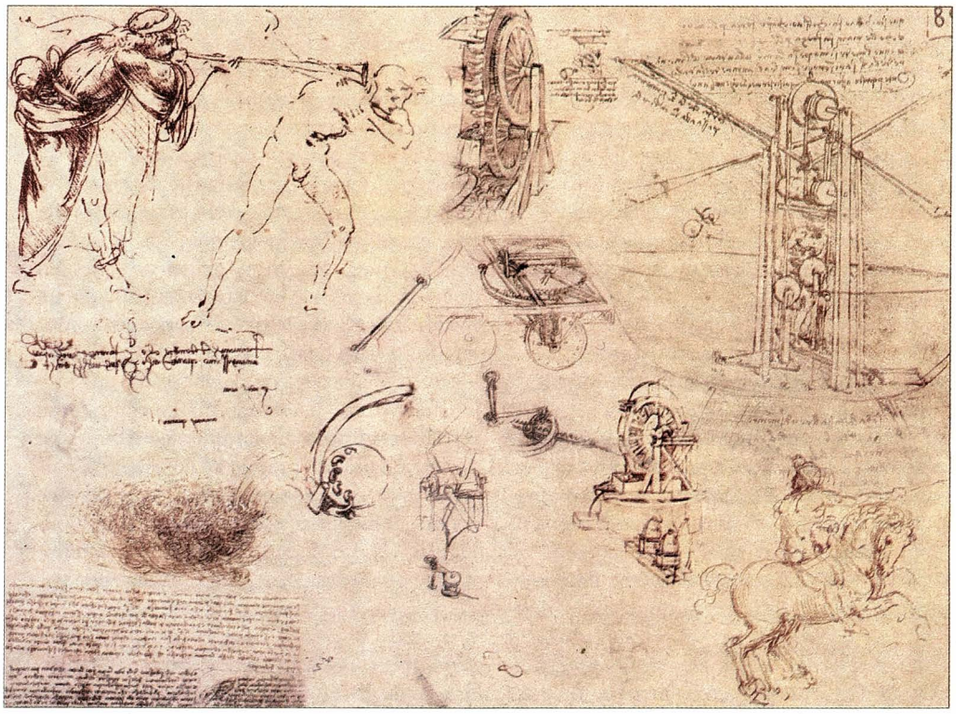
Une des conséquences de la crise est donc déjà morale: le libéralisme capitaliste est une tromperie qui ne tient pas ses promesses; l'État n'est pas neutre; la finance est immorale par nature et ses agissements et spéculations doivent être mis sous contrôle public. La perte de confiance se voit dans le fait que les injections massives d'argent frais par les banques centrales au lieu de rassurer les marchés financiers accélèrent la baisse des actions et autres titres.

Maintenant passons aux conséquences économiques de la crise financière. Les gogos qui ont investi dans des assurances-vie ou des retraites par capitalisation risquent de l'avoir dans le baba de même que les heureux bénéficiaires de fonds de pension privés: d'ores et déjà, ils peuvent songer à économiser au lieu de consommer. Il en est de même pour les petits épargnants qui avaient placé leurs économies dans des médiocres portefeuilles boursiers. Parallèlement, le crédit revolving sur l'immobilier est terminé, ce qui va amener une crise de la construction immobilière et le chômage qui va avec, à ajouter aux licenciements dans les banques et les assurances. Les États-Unis vont vers une crise de sous-consommation (ça tombe bien, ils produisent en Chine ou ailleurs dans le tiers-monde). Du reste, nombre de ménages américains sont désormais insolvables. Les valeurs immobilières et foncières s'effondrent, ce qui ne peut qu'encourager une épargne de précaution. Les banques de dépôt ne peuvent plus prêter: elles sont tombées en dessous de leurs réserves obligatoires (en gros 10 % des crédits qu'elles peuvent consentir), la valeur de leur titre a fondu; leurs clients préfèrent mettre leur argent dans une lessiveuse. Du coup le crédit à la consommation et à l'investissement va subir des coupes drastiques, ce qui va accélérer la récession économique et le chômage par mévente de tous les biens d'investissement: autos, réfrigérateurs, télés, etc. Les beautés de la capitalisation individuelle (retraites, assurances) sont apparues toutes nues.

Déjà, on demande des régulations, déjà on réclame l'intervention de l'État sur la circulation des capitaux, la sincérité des comptes, la nature des produits financiers... Ce n'est pas une mauvaise nouvelle et cela amorce un retour à la régulation de l'économie. Gageons cependant que ce retour demeurera capitaliste... jusqu'à la prochaine crise. Cela ne nous amènera pas, hélas, à un changement de logique du système. Et cela pour des raisons que je ne puis expliciter ici. C'est une bonne nouvelle aussi car si la consommation baisse, notamment celles de pétrole et de ciment, la planète aura un court répit. Vive la crise. J. L.

High rollin' with Lady Luck, par Winston Smith

Demain la décroissance, Aujourd'hui la décroi-science ?



Xavier Bekaert

Le 9 mars 2004, des centaines de directeurs d'unités de recherche démissionnèrent de leurs charges administratives, des milliers d'autres démissions suivirent ainsi que de nombreuses manifestations dans toute la France. Le 19 juin 2008, plus d'un millier de chercheurs bloqua le conseil d'administration du Centre national de la recherche scientifique. Sans s'attarder sur le détail de ces mouvements et de leurs revendications, on peut constater que depuis plusieurs années en France un nombre grandissant de scientifiques est inquiet pour l'avenir proche de leur profession (voire de son présent !).

Dans les discours des porte-parole ou des commentateurs, ces événements sont souvent l'occasion de s'appesantir sur les risques de déclin qui pèsent sur la recherche française noyée dans la féroce compétition mondiale. Pour aborder la politique scientifique selon un angle libertaire, un premier réflexe est de se démarquer de cette étroite vision patriotique en adoptant plutôt une vision internationale. On réalise alors qu'un tel malaise est largement partagé par la communauté académique de la plupart des pays dits développés. Et pour prendre pleinement conscience des enjeux, il convient d'ajouter à cette prise de recul géographique une prise de recul historique afin de constater que la crise du développement scientifique semble un phénomène global qui s'est amorcé il y a déjà plusieurs décades.

Avant-hier : deux siècles d'explosion

L'historien des sciences Derek de Solla Price (1922-1983) est considéré comme le fondateur de la « scientométrie, » discipline consistant dans l'étude de la science du point de vue de ses aspects quantitatifs, bref selon ce que les économistes appellent des indicateurs[1]. Cet angle d'approche a fait école depuis, il constitue l'outil traditionnel d'évaluation utilisé par les décideurs de la politique scientifique. Malgré ce détournement du programme de recherche de Price, sa conclusion principale reste étonnante et n'a peut-être pas été intégrée en profondeur dans les débats contemporains sur la science.

Dans les années soixante, Price observa que la science fut caractérisée, de la moitié du

XVIIIe à la moitié du XXe siècle, par une croissance exponentielle: tous les indicateurs (par exemple les dépenses, le nombre de journaux et d'articles scientifiques, de chercheurs, de diplômés, etc.) doublant environ tous les quinze ans. Après une course folle de croissance exponentielle durant deux siècles à peu près (1770-1970), la recherche scientifique, à l'origine le passe-temps d'une poignée de brillants amateurs aisés, est ainsi devenue une « mégascience » (Big Science pour les anglophones) aux proportions gigantesques: l'effectif mondial de chercheurs professionnels comptabilise des millions de personnes tandis que plusieurs centaines de milliers d'articles spécialisés sont publiés chaque année!

Hier: trois décennies de ralentissement

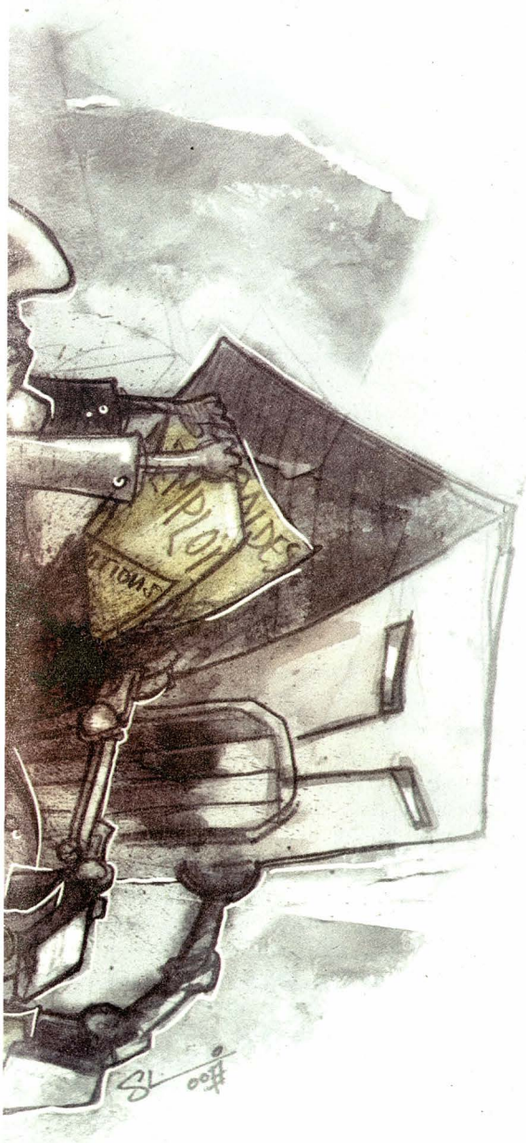
Physicien de formation, Price insista sur le fait qu'une croissance exponentielle ne peut pas se maintenir à l'infini: « *Ce qui se passe plutôt, c'est que la croissance exponentielle atteint une limite quelconque; après quoi, le processus doit ralentir et s'arrêter avant d'atteindre l'absurde.* » Vu que l'accroissement du nombre total de scientifiques est beaucoup plus rapide que celui de la population mondiale, en conservant un tel rythme, on peut estimer que, au cours du siècle prochain, chaque être humain consacrera la majeure partie de son temps aux activités scientifiques! Price pronostiquait plutôt qu'aux alentours de 1970 devrait commencer une phase de croissance linéaire et atteindre finalement un plafond. Il percevait déjà dans les années soixante « *tous les symptômes de la saturation* » et estimait que les institutions accorderaient « *toujours plus d'attention aux problèmes de main-d'œuvre, de publications et de budget* ». Les dernières années ne lui ont pas donné tort sur ce dernier point... Nous assistons ainsi depuis une trentaine d'années à une croissance scientifique caractérisée par un taux non plus constant mais en baisse, ce qui constituerait une première en deux siècles! Ce fait n'est pas anodin car il met en lumière la duplicité du discours dominant sur la croissance économique selon lequel cette dernière nécessiterait et promouvrait automatiquement le développement scientifique. Ce modèle apparaît obsolète (mais a-t-il jamais été valable?). Essayons de mieux comprendre pourquoi.

Retours sur investissement

Pour bien évaluer l'extrême rapidité de la croissance des indicateurs scientifiques (doublement tous les dix ou vingt ans), il convient de la comparer avec celle des traditionnels indicateurs socio-économiques (PIB, population, etc.). Ces indicateurs n'ont doublé qu'à intervalles de temps au moins deux fois plus longs (bref, au minimum tous les vingt ou quarante ans) depuis la révolution industrielle jusque la Seconde Guerre mondiale. Cette évolution en parallèle de la science et du capitalisme durant l'industrialisation a conduit au modèle classique du développement économique: la recherche pure nourrit l'appliquée, cette dernière suscite des inventions menant ensuite à des innovations techniques, ce dernier maillon de la chaîne permet finalement d'entretenir la machinerie capitaliste. Il est donc de bon ton que les pays industrialisés consacrent un certain pourcentage (entre 1 et 3 %) de leurs ressources aux activités de Recherche et Développement (la R & D). Pragmatiques, beaucoup de scientifiques en quête de moyens tirent leur épingle du jeu en invoquant ce modèle du développement pour légitimer leurs demandes de crédits auprès de l'État, de l'industrie, ou de mécènes.

Néanmoins il est une caractéristique qui est rarement prise en compte: les rythmes de croissance qui ont prévalu au cours de l'industrialisation sont tels que, pendant la période où les indicateurs socio-économiques doublaient, les indicateurs scientifiques au minimum quadruplaient! Des points de vue démographique et économique, cela signifie que, jusqu'au milieu du siècle dernier, la proportion de scientifiques au sein de la population et la fraction des ressources allouée à la science ont approximativement doublé tous les quarts ou tiers de siècle.

D'abord, voilà qui met à mal la politique d'un pourcentage fixe du PIB accordé à la R & D, si l'on veut maintenir un schéma de croissance identique à l'essor industriel. Ensuite, pour le capitalisme mondial, cela représenta une érosion progressive du retour sur investissement et le risque d'une baisse du taux de profit (analogue à celle conjecturée par tonton Karl). Cette tension structurelle entre les croissances scientifique et économique conduisit à un revirement d'attitude à la fin des années soixante. Price décrivit ainsi ce tournant: « *Le phénomène de saturation fut provoqué par l'augmentation du poste budgétaire accordé à la R & D, jusqu'au point où elle rencontra une résistance politique grandissante* »[2]. Le gouvernement et les industriels chargèrent alors des comités d'analystes d'examiner la situation. Ceux-ci prirent « *conscience que l'innovation industrielle avait beaucoup plus à voir avec la force d'attraction de la demande du marché qu'avec une pression exercée par l'offre de technologie, et que l'on était loin d'une relation simple entre la science et la technologie. (Une nouvelle invention ne procède pas en général d'une nouvelle découverte scientifique, mais d'une nouvelle configuration du marché et de nouveaux besoins de l'homme* »[3]. Que l'on adhère ou pas à cette conception, voilà qui démolit en tout cas le dogme selon lequel la croissance économique promeut automatiquement le développement scientifique, et réciproquement.



Ce corollaire des conclusions de Price pourrait expliquer la raison pour laquelle, depuis les années quatre-vingt, l'on peut observer une augmentation de la précarité dans les carrières académiques (allongement de la durée du parcours post-doctoral, nombre de postes stables quasi constant, etc.). Une forte chute du taux d'accroissement annuel de la quantité de publications scientifiques a même été constatée. Bien qu'il soit vain d'évaluer la production de savoirs par le nombre de publications, un bilan aussi négatif remet en cause l'interprétation de la récente mutation du capitalisme comme une transition vers une « économie de la connaissance. » Le terme de « décroiscience » semblerait plus approprié! Il faut cependant rester prudent et apporter quelques précisions.

Bémols

Le bilan mentionné plus haut ne concerne pas les pays dits émergents, comme la Chine ou l'Inde, car ils connaissent actuellement un développement scientifique exponentiel comparable à celui des pays industrialisés durant les siècles précédents, ce qui pourrait amener à retarder les prévisions de Price.

De plus, les détracteurs des technosciences ne doivent pas se réjouir trop vite. Les dépenses mondiales en R & D, le nombre de brevets et de chercheurs officiellement répertoriés continuent à doubler approximativement tous les quinze ans, ce qui semble en contradiction avec le constat précédent. Cependant, la situation est complexe puisque les indicateurs sont nombreux et sujets à interprétation. Tenant en compte ces subtilités, un profil plus détaillé de la situation semble se dégager: d'une part un désengagement progressif de l'État dans le financement de la R & D, d'autre part une stagnation du nombre d'emplois alloués à la recherche académique ou fondamentale, les authentiques créations d'emplois ayant principalement lieu dans la recherche industrielle ou appliquée.

Un autre piège à éviter est le déterminisme économique. Une crise structurelle entre la dynamique capitaliste et le développement scientifique n'engendrerait pas nécessairement leur déclin réciproque. On attend encore la réalisation de la prophétie de l'oncle Karl sur la fin inéluctable, voire imminente, du capitalisme s'effondrant sous le poids de ses propres contradictions. Pour l'instant, on peut en revanche observer les capacités d'adaptation extraordinaires de ce système qui a surmonté régulièrement ses crises, en y mettant certes les grands moyens: dépressions, famines, guerres. Quant à la science, son histoire est largement plus ancienne que celle du capitalisme (la première remonte à l'Antiquité et la deuxième à la modernité), elle devrait donc vraisemblablement lui survivre.

En guise de conclusion

« Et la décroissance dans ce tableau, où est-elle? Elle est sous nos yeux, en train de se faire, et nous ne la voyons pas. »[4]

Revisiter l'œuvre de Derek de Solla Price ne livre donc pas une théorie supplémentaire de l'effondrement du capitalisme, mais suggère plutôt d'abandonner la conception traditionnelle, déjà dépassée, des rapports entre science, État et capital. Ces liens paraissent entrés dans une phase de profonds changements. Deviner les conséquences futures d'un tel bouleversement est impossible, il convient cependant d'y rester vigilant. Et pourquoi pas profiter de cette tension pour réfléchir sur ce que pourrait être une politique scientifique anarchiste?[5]

X. B.

---

1. Un indicateur est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique.

2. En effet, il faut préciser que cette « saturation » n'est pas due à une diminution du nombre de passionnés par la recherche scientifique de haut niveau de compétence, mais à une offre d'emplois stables fort inférieure à la demande.

3. Derek de Solla Price, *La valeur extrinsèque de la recherche*, Alliage n° 19 (1994) disponible sur http://www.tribunes.com/tribune/alliage/19/soll.htm

4. Pierre Sommermeyer, Le capitalisme à un tournant, *Réfractions*, n° 18 (printemps 2007).

5. Par exemple, le numéro Visages de la science, in *Réfractions* n° 13 (automne 2004) a tenté d'esquisser quelques pistes de réflexion.

Sources:

Afin de ne pas noyer les lecteurs sous les tableaux et les graphiques, les détails chiffrés à l'appui des observations mentionnées dans le texte ont été omis ou grossièrement simplifiés. Le lecteur désirant se fonder sa propre opinion peut consulter l'ouvrage de Price publié chez Fayard en 1972. Comme complément utile, une source de données plus récentes est la série des annuels *Science and Engineering Indicators* disponible sur le site http://www.nsf.gov/statistics. Ces données peuvent enfin être comparées avec l'évolution des indicateurs socio-économiques durant les siècles précédents, répertoriée dans le livre de Maddison *L'Économie mondiale: statistiques historiques* publié par l'OCDE en 2003.

Non à la nouvelle guerre caucasienne !

Communiqué d'anarcho-syndicalistes russes à propos du conflit caucasien.

L'ÉRUPTION DE NOUVELLES ACTIONS MILITAIRES entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud menace de se développer en une guerre plus large entre la Géorgie soutenue par l'Otan d'un côté et l'État russe de l'autre. Des milliers de personnes ont déjà été tuées ou blessées, principalement des civils paisibles. Des villes entières et de nombreuses infrastructures ont été rayées de la carte. La société a été emportée par le torrent boueux du nationalisme et de l'hystérie chauvine.

Comme toujours et partout dans les conflits entre États, il n'y a pas et il ne peut y avoir quoi que ce soit de juste dans cette nouvelle guerre caucasienne ; tous sont coupables. Les braises sur lesquelles on a soufflé pendant des années ont finalement entraîné un embrasement militaire. Le régime de Saakashvili a plongé deux tiers de la population géorgienne dans une misère profonde, et plus la colère montait dans le pays contre cette situation, plus ce régime cherchait une échappatoire à cette impasse sous la forme d'une « petite guerre victorieuse » dans l'espoir que cela pourrait tout effacer. Le gouvernement russe est totalement déterminé à conserver son hégémonie dans le Caucase.

Aujourd'hui il prétend défendre les faibles, mais son hypocrisie est tout à fait claire : en fait, Saakashvili ne fait que refaire ce que la soldatesque poutinienne a fait en Tchétchénie depuis neuf ans. Les cercles dirigeants d'Ossétie et d'Abkhazie aspirent à renforcer leur rôle d'alliés exclusifs de la Russie dans la région, et en même temps à rallier les populations paupérisées autour de la flamme de l'« idée nationale » et du « secours au peuple ». Les dirigeants des États-Unis, des États européens et de l'OTAN, au contraire, cherchent à affaiblir autant que possible l'influence de leur rival russe dans le Caucase afin de prendre le contrôle des ressources pétrolières et de leur acheminement. Ainsi sommes-nous témoins et victimes du nouveau point de fixation de l'antagonisme mondial dans la lutte pour l'énergie, le pétrole et le gaz.

Ces combats n'apporteront rien aux travailleurs, qu'ils soient Géorgiens, Ossètes, Abkhazes ou Russes, rien d'autre que du sang et des larmes, d'incalculables désastres et privations. Nous exprimons notre profonde sympathie à tous les amis et parents des victimes, à ceux qui n'ont plus de toit sur la tête ni de moyens de subsistance à cause de cette guerre.

Nous ne devons pas tomber sous l'influence de la démagogie nationaliste qui nous demande l'unité avec « notre » gouvernement et déploie le drapeau de la « défense de la patrie ». L'ennemi principal des gens simples n'est pas le frère ou la sœur de l'autre côté de la frontière ou d'une autre nationalité. L'ennemi, ce sont dirigeants, les patrons de tout poil, les présidents et ministres, les hommes d'affaires et les généraux, tous ceux qui provoquent les guerres pour sauvegarder leur pouvoir et leurs richesses. Nous appelons les travailleurs en Russie, Ossétie, Abkhazie et Géorgie à rejeter le joug du nationalisme et du patriotisme pour retourner leur colère contre les dirigeants et les riches, de quelque côté de la frontière qu'ils se trouvent.

Soldats russes, géorgiens, ossètes et abkhazes ! N'obéissez pas aux ordres de vos commandants ! Retournez vos armes contre tous ceux qui vous envoient à la guerre ! Ne tirez pas sur les soldats « ennemis », fraternisez avec eux ! Plantez les baïonnettes en terre !

Travailleurs de l'arrière ! Sabotez l'effort militaire, quittez le travail pour aller aux réunions et manifestations contre la guerre, organisez-vous et mettez-vous en grève !

Non à la guerre et à ses organisateurs – dirigeants et riches ! Oui à la solidarité des ouvriers au-delà des frontières et des lignes de front !

Fédération pour l'éducation, la science et les ouvriers techniques, Kras-IWA

Ça chauffe en Bolivie

Jeudi 11 septembre 2008, un millier de paysans marchent vers Cojiba pour protester contre la violence dont ils sont victimes de la part du gouverneur de la province. Des coups de feu éclatent alors que la manifestation arrive sur un pont à sept kilomètres de la ville. Huit personnes sont tuées par des snipers cachés dans des arbres au-dessus du pont. Les tireurs semblent, de l'avis des observateurs, avoir été armés par le gouverneur de la province qui a mis sur pied une milice de « protection des citoyens ». Les derniers chiffres publiés indiquent que le nombre de morts dépasserait en fait la trentaine, d'autres sources vont jusqu'à soixante-dix.

Ce gouverneur a été arrêté par l'armée bolivienne le 16 septembre.

Cet homme est un élu, en effet la Bolivie est un État quasi fédéral. Des gouverneurs soumis à élections dirigent les neufs départements du pays. Le parti au pouvoir n'a obtenu que trois des neuf sièges mais la majorité du Parlement lui est acquise.

En Bolivie la majorité des habitants sont Indiens tout comme le Président de ce pays, Evo Morales. Ce pays est composé de 55 % d'Indiens, Quechua ou Aymara, de 30 % de métis et de 15 % d'Européens blancs. La plus grande partie des matières premières dont le gaz naturel se trouve dans les provinces de l'Est qui réclament plus d'autonomie comme celle où a eu lieu ce massacre. Il se trouve que la majorité de la population non indienne y habite. Il s'agit au fond de se battre pour garder sur place l'argent produit ainsi. Le séparatisme est aussi le cache-sexe du racisme. Il n'est pas question pour ces grands propriétaires, cette classe supérieure parce que blanche, de se laisser dicter sa loi par des Indiens misérables qui n'ont aucune idée de ce qu'est la civilisation…

Le sommet de l'Unasur

Le nouveau pouvoir après avoir nationalisé le pétrole et le gaz naturel vient d'expulser l'ambassadeur des États-Unis le suspectant d'encourager ces tentatives sécessionnistes, ce début de guerre civile. Pourtant si cette nationalisation a suscité une certaine colère ce n'est pas aux États-Unis. L'ancien propriétaire, Pétrobras, est le géant public brésilien des hydrocarbures. Le ministre brésilien de l'Énergie a considéré cet acte comme « un geste inamical ». Il faut dire que le leader brésilien Lula s'était engagé à fond pour soutenir Morales dans son élection. Le pas consistant à voir derrière ces troubles le bras de l'entreprise brésilienne ne semble pas avoir été franchi. L'expulsion de l'ambassadeur américain peut ressembler à un avertissement. Le Brésil reste le client principal, 60 % de sa consommation de gaz provient des gisements boliviens par un gazoduc qui prend son départ dans deux des provinces les plus revendicatives. Ce qui explique l'appel à la modération de Lula da Silva au sommet de l'Unasur (Union des nations sud-américaines) du 15 septembre 2008. En échange d'une mise en retrait du tonitruant président vénézuélien, qui prévoit d'intervenir militairement au cas où, le sommet a proclamé son « appui entier et décidé au gouvernement constitutionnel du président Evo Morales ». Une commission issue de cette réunion va enquêter sur le massacre de Cojiba. Les départements boliviens en quasi-insurrection sont appelés à « restituer les installations gouvernementales dont elles ont pris le contrôle ». C'est un succès pour Morales, mais il y a un prix à payer. L'Unasur lui demande de mettre en place un dialogue réel avec ses opposants alors qu'il appelait il y a peu ses partisans à « mourir pour la patrie ».

D'un point de vue « démocratique » la Bolivie est dans l'impasse. Le référendum dit révocatoire du 10 août dernier a en même temps confirmé Morales et les gouverneurs contestataires à leur poste. Ce qui a renforcé ces derniers dans leur dénonciation du projet d'une nouvelle constitution porteuse selon eux d'un « fondamentalisme aymara ». Evo Morales appartient à cette ethnie.

Et les Indiens ?

C'est bien là qu'est tout le problème. Ils ont toujours été considérés comme des moins que rien, de la main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Le versement d'une rente aux plus de 60 ans, par le gouvernement, fait apparaître en plein jour la misère du pays. 7,5 % de la population a dépassé cet âge. La majorité des bénéficiaires de cette allocation n'ont aucun revenu régulier. Ils recevront 18 euros par mois ! Cette allocation sera prise sur les rentrées provenant des impôts directs sur les hydrocarbures qui alimentent les budgets provinciaux !

On conçoit fort bien qu'un tel scandale remue tant de bien-pensants. Chassés par la misère des campagnes et des hauts plateaux les Indiens ont rejoint les villes qui regroupent aujourd'hui 64 % de la population. Ce déracinement est porteur de crise sociale grave et dans ce cas précis de crise culturelle. Le réveil des groupes indiens séculairement méprisés, dominés, est en cours dans toute l'Amérique latine. Il se situe hors de la sphère culturelle judéo-chrétienne, c'est probablement ce qui fait peur. L'avenir nous dira de quoi il sera porteur.

Pierre Sommermeyer

L'argent, c'est vraiment de la merde

FREUD, LE PREMIER, L'AVAIT REMARQUÉ: pour notre inconscient, l'argent et les excréments sont frères. Bien des légendes, bien des peintres (regardez les toiles de Jérôme Bosch) mettent en scène le diable ou un avare expulsant des pièces d'or par le bas. Certains contes vont jusqu'à transformer les magots mal acquis en acquis malodorants. Mais la meilleure description de ce phénomène se lit dans un texte du psychanalyste Sandor Ferenczi, *The Ontogenesis of the Interest in Money*, que j'ai pour ma part déniché dans le livre de poche *The Psychology of Gambling* (la psychologie des jeux d'argent), en Pelican Books.

Résumons ce texte qui vaut son pesant de cacahuètes. Encore bébés, nous découvrons le plaisir, d'abord de la défécation en elle-même, ensuite le plaisir de retenir les fèces, une forme de légère masturbation. Voilà nos premières économies. Tous les parents savent en outre qu'une fois expulsées, les fèces, ces drôles d'objets qui sortent de soi et sont plastiques, servent de jouets aux petits, tant qu'on ne les dissuade pas vigoureusement de s'y intéresser. Selon Ferenczi, la première forme de dégoût frappant les fèces ne concerne que l'odeur. Les autres attributs du matériau, moiteur, couleur, viscosité, demeurent encore acceptables. Toujours selon Ferenczi, l'enfant passe donc à l'amour de la boue, moite, visqueuse et colorée mais inodore, ou en tout cas d'une odeur acceptable. Et le bon Sandor de résumer, sourire en coin : « *Bref, la boue est une déjection désodorisée* ».

Mais la civilisation est en marche, et les parents objectent à l'usage de la boue. Car la boue laisse des traces, qu'il faut laver, et chacun sait que les petits enfants font de piètres lavandières. L'amour des fèces subit alors une symbolisation supplémentaire, la déshydratation. Et du point de vue d'un petit enfant, qu'est-ce que de la boue déshydratée ? Du sable ! D'autant que si, pour se rapprocher de ses premières amours, le petit enfant réhydrate le sable, les parents objectent nettement moins vigoureusement, et le laissent jouer avec cette matière à présent collante, visqueuse et moite, quoique d'un croustillant délicieux. Ferenczi révèle aux parents que la grande popularité de la pâte à modeler dans les jardins d'enfants peut s'expliquer aisément... moins de croustillant, mais quelles jolies couleurs ! En outre, la pâte à modeler sent souvent bon, comme un certain nombre de sécrétions du corps que les enfants, privés de la principale, se plaisent notoirement à recueillir, contempler, goûter et renifler, au grand scandale des adultes.

Ces adultes continuent l'interminable lutte appelée « conquête de l'hygiène ». Et c'est alors, note Ferenczi, que commence « l'âge de pierre de l'enfant ». L'âge où règnent les cailloux, les petits objets durs, brillants et jolis, les billes, les éclats de verre, les cristaux dépareillés, les mille trésors infâmes des poches des garnements. L'odeur, la moiteur et la viscosité sont à présent rappelées-remplacées (le saut aux contraires est un classique du fonctionnement psychologique) par l'absence d'odeur, la dureté et l'absolue sécheresse : les noyaux de cerises sont les bienvenus dans les poches élémentaires, mais seulement lorsqu'une patiente application les a rendus secs et brillants comme une bille. Les billes sont notre premier pas dans le monde merveilleux du capital ; l'espoir de gagner les billes des autres, le bonheur de dépouiller le concurrent de ses agates, la tristesse de voir le gros sac plein de billes passer rapidement en la possession du concurrent plus habile, voilà un passage essentiel vers un avenir de comptable ou de banquier ! Mais à mesure que l'hygiène continue à frapper, les enfants se rendent compte (ils passeront leur vie à rendre des comptes) que les billes roulent à terre, sont tenues par toutes sortes de mains, et que la gent parentale n'approuve guère ce passe-temps sale. Aussi se hisse-t-on vers les pièces de monnaie, dont l'enfant n'a pas manqué de remarquer qu'elles bénéficiaient du plus grand respect de la part des adultes. « *L'œil prend plaisir à leur lustre et leur couleur, l'oreille à leur tintement métallique, le toucher à leur forme lisse et ronde* » et l'odorat garantit que l'absence totale d'odeur rappelle bien le scandale de l'énorme odeur originelle. *Pecunia non olet*, l'argent n'a pas d'odeur, avait dit Vespasien, quand on lui reprocha l'origine de certains de ses revenus.

Une dernière, très connue : un Sioux et un ethnologue se promènent dans New York, au milieu du vacarme des marteaux-piqueurs, des sirènes de police, des ghetto-blasters à plein volume. Soudain, le Sioux s'arrête, sourit, se penche et montre un grillon à l'ethnologue. « Comment as-tu donc fait pour l'entendre ? » demande, sidéré, l'ethnologue. « On entend toujours ce que l'on juge important. Tiens, regarde. » Et le Sioux de jeter sur le trottoir, entre les pieds de la foule, quelques pièces de menue monnaie, dont le tintement devrait se perdre sous les marteaux-piqueurs. Mais aussitôt dix, quinze, vingt personnes de s'arrêter, et de tourner la tête, à la recherche de l'origine du son de Dieu.

Sandor Potkine

Un *Dictionnaire de l'anarchie*

Le 2 octobre prochain sortira en librairie un *Dictionnaire de l'anarchie* concocté par Michel Ragon. Trois cent soixante-dix entrées, certaines très longues (Proudhon, Bakounine, Kropotkine, etc.), certaines d'à peine quelques lignes, pour tenter de restituer la pensée libertaire volée par les médias. Il ne s'agit pas d'un dictionnaire des militants mais plutôt de la pensée anarchiste dans le monde contemporain (répercussions sur la pensée de Camus, Sartre, Breton et d'autres plus inattendus). Nous publions ici des extraits de son introduction.

Michel Ragon

Après la Seconde Guerre mondiale, l'internationalisation du marxisme semblait mettre l'anarchie dans les oubliettes de l'histoire.

Mais rien n'est jamais sûr. L'impensable faillite du communisme en URSS et dans les pays européens écrasés par le bolchevisme a fait resurgir la pensée libertaire.

Original par rapport aux théories socialistes ou libérales, anti-étatiste, dénonçant toute dictature, fût-elle prolétarienne, l'anarchisme a même suscité d'étonnants revirements d'idées chez des intellectuels aussi engagés avec le Parti communiste qu'André Breton et Jean-Paul Sartre « Pourquoi, déclarait André Breton au début des années 1950, pourquoi une fusion organique n'a-t-elle pu s'opérer à ce moment (lors de la naissance du surréalisme) entre éléments anarchistes proprement dits et éléments surréalistes? J'en suis encore, vingt-cinq ans après, à me le demander. »

Et Sartre, à la fin de sa vie, disant ne plus se reconnaître dans le marxisme: « J'aime bien rappeler les origines un peu anarchistes de ma pensée. J'ai toujours été en accord avec les anarchistes, qui sont les seuls à avoir conçu un homme complet, à constituer par l'action sociale, et dont le principal caractère est la liberté. »

On croit rêver.

D'aberration en aberration, l'anarchie est devenue une mode. Un flacon de parfum s'est même, voilà peu, baptisé Anarchiste. Guy Sorman, auteur de *La Révolution conservatrice américaine*, prône un « conservatisme libertaire ». Emmanuel Le Roy Ladurie se dit « libéral-libertaire », et Alain Touraine « socialo-libertaire ». En mars 1983, dans le *Magazine littéraire*, Jean-Jacques Brochier consacrait un long article à « Sollers anarchiste », et, en avril, un non moins long article à « l'anarchiste cérébral » Georges Simenon.

La méthode est bien connue. Cajolons l'adversaire pour mieux l'étouffer.

L'anarchie a une longue histoire et, au début du XIXe siècle, William Godwin et Charles Fourier peuvent être considérés comme des précurseurs de l'anarchisme. Pourtant, le véritable théoricien de l'anarchie, c'est Proudhon. Proudhon se proclame anarchiste et élabore une doctrine qui demeurera à jamais concurrente de celle de son contemporain et ennemi Karl Marx.

Pourtant, à la mort de Proudhon, en 1865, il n'existait aucun mouvement anarchiste, ni en France ni ailleurs. Bien que les ouvriers parisiens qui firent la Commune de 1871 fussent, selon l'expression de Karl Marx, « infectés de proudhonisme ».

L'anarchie, comme mouvement politique, ne commence que vers 1880, et l'ancêtre, « le père de tous les anarchismes », c'est Bakounine exclu en tant que tel par Marx de l'Internationale.

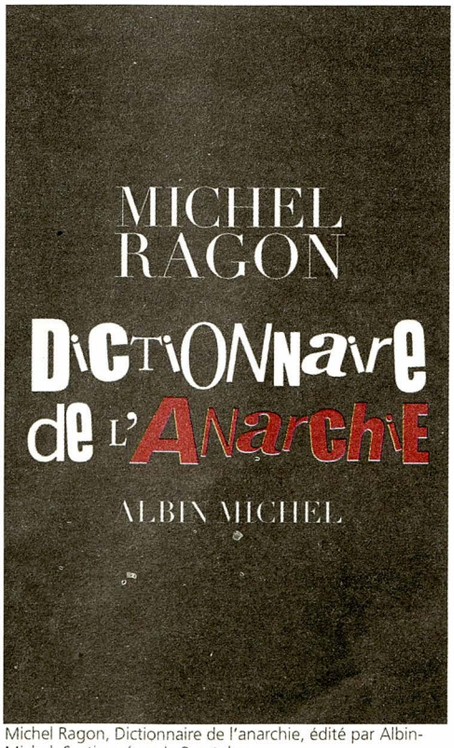
L'anarchie se situe en dehors des partis et les récuse tous. Bien que la politique ouvrière française, à la fin du XIXe siècle, ait été foncièrement anarchiste, débouchant sur l'anarcho-syndicalisme.

La difficulté de cerner l'anarchisme, c'est justement qu'il n'est pas un parti, mais l'association, parfois tumultueuse, de nombreuses tendances.

Quoi de commun entre l'anarchisme individualiste, qui va de Stirner à Émile Armand, et le communisme libertaire de Kropotkine sinon une opposition totale à l'embrigadement étatique? Rien de commun entre le pacifisme intégral de Louis Lecoin et sa défense des objecteurs de conscience, et le nihilisme teinté de terrorisme. Rien de commun entre l'antipatriotisme, l'antimilitarisme, qui sont l'un des aspects les plus connus de l'anarchisme, et un patriote ukrainien anarchiste, valeureux guerrier, comme Makhno.

Rien de commun... Eh bien si, malgré des oppositions aussi vives, nous verrons que l'esprit libertaire se trouve aussi bien chez des hommes de guerre comme Makhno et Durruti, que chez des pacifistes comme Stirner ou Thoreau. Le mouvement anarchiste n'est pas un parti politique. Sa doctrine est floue, parfois contradictoire. Avec néanmoins des constantes.

Par exemple la négation de l'autorité, de toute autorité.



Michel Ragon, Dictionnaire de l'anarchie, édité par Albin-Michel. Sortie prévue le 2 octobre

« Il y a plusieurs variétés d'anarchistes, écrit Sébastien Faure dans *l'Encyclopédie anarchiste*, mais tous ont un trait commun qui les sépare de toutes les autres variétés humaines. Ce point commun, c'est la négation du principe d'autorité dans l'organisation sociale et la haine de toutes les contraintes qui procèdent des institutions fondées sur ce principe. Ainsi, quiconque nie l'autorité et la combat est anarchiste. »

Négation de l'autorité et révolte.

Dans sa «Lettre aux anarchistes» (12 décembre 1899), Fernand Pelloutier écrit: « Nous sommes des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, ni maîtres, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois ou des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même. »

La révolte peut amener la violence, dont Sébastien Faure disait qu'elle était une « nécessité douloureuse ». Si la violence est aujourd'hui rejetée par les fédérations anarchistes (la violence des années 1970-1980 n'est plus le fait des anarchistes devenus non violents et pacifistes, mais de groupuscules marxistes-léninistes: bande à Baader en Allemagne, Brigades rouges en Italie, Action directe en France), l'histoire de l'anarchie comporte cependant une tradition de la violence.

Les courants libertaires sont aujourd'hui multiples et touchent le monde entier. Toujours importants en Italie, en Espagne et en France, nombreux en Amérique latine, c'est sans doute aux États-Unis que l'anarchisme connaît sa plus féconde activité théorique, par sa présence dans les universités (Murray Bookchin, Noam Chomsky) et dans le monde du spectacle (du Living Theater à John Cage). L'anarchisme aux États-Unis demande une étude spécifique, ce que Ronald Creagh a d'ailleurs réalisé par sa thèse de doctorat en 1978.

L'anarchisme a resurgi en Grèce, en Turquie, en Yougoslavie et dans les pays scandinaves. Et, bien sûr, en Russie et en Ukraine, délivrés du joug bolchevique.

Dans sa préface au livre d'Alain Pessin, *La Rêverie anarchiste* (1982), Gilbert Durand met l'accent sur la nouvelle pratique sociologique qui se refuse à considérer l'anarchiste comme un marginal. « Le mouvement anarchiste, écrit-il, se situe dans ces phénomènes de marginalisation qui, selon nous – mais déjà selon Marx dans son analyse de la société de la première moitié du XIXe siècle –, sont le sel fécond de toute société. »

Dans les dernières décennies du XXe siècle, la sociologie et la philosophie universitaires se sont emparées de la pensée libertaire, même (et c'est souvent le cas pour les vedettes) lorsqu'elles ne citent pas leurs sources.

Les études sur l'histoire et l'actualité de l'anarchie sont aujourd'hui nombreuses. Pessin, Manfredonia, Creagh, Onfray ont donné à la pensée libertaire de nouvelles perspectives, même si celles-ci effarouchent parfois le militantisme traditionnel.

Gaetano Manfredonia souligne que « la composition sociale des militants [est] de plus en plus issue des classes moyennes salariées » et que le mythe du Grand Soir « ne fait plus recette ». « Ne fait plus recette », mais galvanise néanmoins encore les jeunes militants.

L'idée même d'une révolution sociale insurrectionnelle, poursuit Manfredonia, demeure plus un mythe qu'une éventualité évidente, quand cette perspective était ancrée au plus profond des espérances anarchistes au début du XXe siècle.

Car si la philosophie anarchiste n'a jamais été « ouvriériste », si ses principaux théoriciens (à part Proudhon) n'étaient pas des hommes du peuple (Bakounine et Kropotkine aristocrates, Fénéon intellectuel bourgeois, Élisée Reclus savant géographe), la majorité des militants furent néanmoins et, pendant longtemps, des artisans: cordonniers, imprimeurs... Symboliquement, la couverture de la revue de Pouget, *Le Père Peinard*, célébrait un cordonnier à son établi.

En 1894, la police lyonnaise fichait cent cinquante-deux anarchistes. Parmi ceux-ci, 55 % étaient des artisans: trente-neuf cordonniers, seize tisserands, onze plâtriers, huit teinturiers. Les marxistes n'accusaient-ils pas les anarchistes d'être des produits de métiers en voie de disparition? Mais le travail de ces métiers artisanaux permettait la rêverie. On sait que les cordonniers, notamment, étaient de grands lecteurs.

L'industrialisation de la cordonnerie et du tissage a balayé cette culture ouvrière.

L'échec de toutes les révolutions populaires a mis à mal le messianisme.

Les nouveaux penseurs de l'anarchie se livrent à une complète reformulation des théories.

Subsistent, subsisteront toujours le rejet de l'État, du pouvoir (de tous les pouvoirs) et la fringale de liberté (de toutes les libertés).

Mais que sont aujourd'hui les États nationaux dans le contexte du capitalisme mondial? Les anarchistes participent évidemment aux manifestations antimondialistes et écologistes. On les retrouve dans l'épopée du Larzac, dans les rassemblements contre les sites nucléaires, parmi les arracheurs de maïs transgénique.

Le situationnisme, les provos d'Amsterdam, Solidarnosc, autant de sursauts libertaires et revendiqués comme tels.

L'activité des militants anarchistes se retrouve aujourd'hui dans la critique des bureaucraties syndicales, dans la solidarité avec les objecteurs de conscience et les insoumis, dans les critiques de l'enfermement psychiatrique et de l'indigence carcérale, dans l'aide aux sans-papiers, aux sans-logis, aux SDF, aux expropriés.

On les retrouve encore parmi les théoriciens de la décroissance et les adversaires du matraquage de la publicité (les Déboulonneurs de pub).

On les retrouve toujours dans les luttes féministes. Toujours, puisque les anarchistes se sont démarqués des partis ouvriéristes en préconisant, dès le début du XXe siècle, des réformes fondamentales: moyens contraceptifs, droit à l'avortement, sexualité consciente, limitation des naissances, union libre. Combien ont été condamnés à la prison pour propagande interdite, aujourd'hui normale? Les anarchistes ont prôné, malgré la malédiction qui les poursuivait, ce qui est devenu le planning familial.

Enfin, Internet donne une puissance nouvelle à l'Internationale anarchiste puisqu'il permet un contact permanent, de pays à pays, de continent à continent. Les liens internationaux sont devenus plus faciles, plus immédiats et la propagande plus directe.

Le capitalisme dénoncé par Marx était absolument sordide. Mais il n'était qu'une préface malhabile à ce qui est devenu le capitalisme mondial d'aujourd'hui.

Face à celui-ci, que dire, que faire, sinon espérer ce que Jean Préposiet énonçait dans son excellente *Histoire de l'anarchisme* (1993): « Sans l'aiguillon libertaire, le pouvoir ne douterait jamais de lui-même. L'anarchisme reste la mauvaise conscience de l'autorité. » **M. R.**

Louis Lecoin

toujours désarmant

René Burget

Délégué UPF à l'IRG

Pour les cent vingt ans de Louis Lecoin (1888-1971), se tiendra le 4 octobre, à Saint-Amand-Montrond (Cher), une rencontre intitulée Créateurs de paix. « *Le désarmement unilatéral, c'est la plus belle de toutes mes campagnes !* »

Cette parole de Lecoin demeure d'une brûlante actualité. P'tit Louis a laissé en héritage à l'Union pacifiste (UPF), association de consciences insoumises, cette campagne pour le désarmement unilatéral qui, dans le louable souci d'être mieux comprise, a été rebaptisée en 1989 « Pour une France sans armée ».

Chez les réfractaires au port des armes en toute circonstance, cette action touche la substance de leur raison d'exister : la suppression de l'armée. Cette profonde motivation est aussi partagée par les membres du réseau de l'Internationale des résistants à la guerre (l'IRG).

Pacifiste intégral jusqu'au bout de ses ongles, d'après l'ami Raymond Rageau (un des fondateurs de l'UPF), P'tit Louis emportait toujours l'adhésion par son humanisme, sa lucidité et sa volonté tenace. Faites-vous votre opinion personnelle en lisant ou relisant son autobiographie[1] !

Quoi de plus logique, d'évident et de concret, si l'on est déterminé à lutter pour l'abolition de toutes les guerres, que le désarmement unilatéral (DU), que l'action afin d'abolir l'armée et reconvertir l'industrie de l'armement en production de biens socialement utiles. Il ne vient à l'idée de personne de persévérer dans une entreprise folle, ruineuse et criminelle. Pourquoi donc continuer à gaspiller tant d'argent et de vies pour l'armée et les guerres ?

En France, l'idée du désarmement unilatéral a été mise en forme par Sébastien Faure, puis reprise par des anarchistes ou des humanistes aussi intègres que Robert Jospin, Roger Monclin, Jean Gauchon, Maurice Laisant, ou Thérèse Collet, pour ne citer qu'eux.

Trop simple, clament les professionnels de la dialectique ! Pourtant en signant chacun la déclaration de principe de l'IRG – « *La guerre est un crime contre l'humanité. Pour cette raison je suis résolu à n'aider aucune espèce de guerre et à lutter pour l'abolition de toutes ses causes.* » – nous nous engageons, de plus en plus nombreux, sur la seule voie qui permette de mettre hors la loi les assassinats patriotiques.

Lecoin, qui incarnait sa pensée dans ses actes, n'en démordait pas : avec le DU, généralisation de l'objection de conscience à l'échelle d'un pays, la France, puissance de deuxième ordre, montrerait à la planète l'exemple du seul niveau économiquement réaliste du budget militaire : zéro.

L'idée d'une France débarrassée de son armée, rejoignant les quelques trente petits États[2], qui vivent déjà plutôt mieux que les autres sans école du crime, apporterait déjà un progrès colossal à l'humanité. Un de ces sauts qualitatifs essentiels depuis la maîtrise du feu.

Les vrais pédagogues, atteints du virus de l'émancipation, ont tous rêvé du DU. P'tit Louis, lui, est passé à la réalisation. Précurseur de la communication moderne, il a bâti un plan. Son Comité de personnalités pour le DU reste un modèle du genre. Le fer de lance en

était le journal *Liberté*, épaulé puis remplacé après la désertion définitive de Lecoin par le mensuel *Union pacifiste*. Si vis pacem, l'émission antimilitariste sur Radio libertaire (89,4 MHz en Île-de-France, ou dans le monde entier par le site Internet rl.federation-anarchiste.org) relaye depuis 1983 cette idée qui ressemble à l'œuf de Colomb. Un œuf qui tient aussi debout grâce à Victor Hugo : « *Ôtez l'armée, vous ôtez la guerre !* »

En multipliant les outils de ce que les généraux (auxquels nos compagnons Boris Vian et Jacques Prévert ont donné leur vraie dimension de fossoyeurs de l'intelligence) appellent toujours la propagande, P'tit Louis s'est montré un des plus habiles stratèges pacifistes. Il inspirera, sans qu'ils en aient conscience, jusqu'à Desmond Tutu ou Adolfo Perez Esquivel…

Programme

Les Amis de Louis Lecoin vous invitent à la rencontre de Créateurs de paix sous la présidence d'Albert Jacquard à la salle des Fêtes de la place Carrée. Entrée libre avec PAF.

Rencontre autour de l'éducation. Échanges et interventions animés par Claude Pourcel (Adll), Jean-Marie Muller, philosophe, écrivain, créateur du Mouvement d'action non violente (Man), Françoise Roux, présidente du Collectif associatif saint-amandois (Casa), Michel Thuets, instituteur retraité, « Cailloux d'écoles ». Parole à la salle pour un échange avec les intervenants.

Maison natale de Louis Lecoin, rue Foy. Hommage par ses amis à Louis Lecoin, pacifiste, libertaire, né à Saint-Amand le 30 septembre 1888. Lectures de ses écrits par Olivier Bordaçare. Avec Albert Jacquard, échanges et interventions animés par Bernard Vannier (Adll). La paix sous différentes conjugaisons. Dédicaces, en coopération avec la librairie Sur les chemins du livre. Louis Lecoin, hier et aujourd'hui. Jean-Claude Lemonnier : Louis Lecoin et la franc-maçonnerie. René Burget (Union pacifiste de France) : Louis Lecoin, campagne pour une France sans armée. Maurice Montet (UPF) : l'objection de conscience, de Louis Lecoin à nos jours. Jean Delorme (Adll) : « Louis Lecoin avait raison » : témoignage d'un ancien appelé en Algérie. 18 h 30 : jardin du musée Saint-Vic au buste de Louis Lecoin. Chants, lectures. Entre 20 h 30 et 22 heures : théâtre et lectures : Maudites soient les guerres ! avec Julie et Pascal Rigollot-Dereudre, Sophie Couespel, Melissa Gérard, Sylvie Miallet et Fabrice Serrigno. Carte blanche au poète Yves Le Car. Exposition de photos de Jean-Jacques Cournut.

L'IRG, dont le conseil d'administration se tient du 29 au 31 octobre en Euzkadi, au cœur d'une région marquée par la manipulation de la violence militariste, prône depuis 1921 le refus de tuer. Dans le droit fil de Lecoin, elle lutte pour dépasser les préjugés de l'incompréhension, du nationalisme, du patriarcat, du sexisme, des partis pris politiques, religieux et philosophiques. Elle développe de drôles de techniques de résistances civiles non violentes à l'usage de chaque individu pour mieux faire toucher du doigt que la véritable force n'est pas suicidaire, comme la violence des groupes armés, mais se trouve dans l'esprit critique, la construction de solidarités, la création altruiste et l'humour humaniste.

Actuellement, l'IRG met en place un soutien international en faveur des pacifistes colombiens, directement assassinés par les armées (nationales, guérillas, paramilitaires, mercenaires). Elle amplifie les initiatives antimilitaristes prises par la société civile en Afrique (où les gens savent de quoi ils parlent face aux exactions des groupes armés). Ses méthodes pratiques, en dehors des médias dominants, telle la recherche d'informations par le biais des déserteurs, insoumis et réfractaires, permettent de mettre en évidence des situations tragiques (Cabinda, Érythrée, Caucase, Corée…).

Elle a lancé une action spécifique, reprise par toutes ses sections, « Contre les profiteurs de guerre »[3]. Elle pointe les vrais responsables des guerres, aujourd'hui souvent des firmes multinationales, des groupes du secteur de l'armement, des holdings financières, des sociétés de mercenaires, etc.

Tout cela fait partie de notre campagne mondiale pour le désarmement unilatéral si chère au cœur de Louis Lecoin et réactualisée par notre initiative pour une France sans armée. Parallèlement nous menons des opérations contre l'Otan (comme « Nato game over », le 22 mars 2008 à Bruxelles). Cette alliance militaire, qui exporte la guerre notamment dans les Balkans et en Afghanistan, célébrera ses soixante ans les 3 et 4 avril 2009, à Kehl et à Strasbourg. À noter que ce sera l'occasion d'une importante mobilisation, pour faire mieux connaître les initiatives « Pour une Europe sans armée ».

R. B

1. *Le Cours d'une Vie* (disponible auprès de l'Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris Cedex 13, prix 6 euros + frais de port), reste le meilleur de tous les antidépresseurs face à la folie militariste.

2. Catalogue de ces pays, Christophe Barbey, Groupe pour une Suisse sans armée (disponible à l'UPF ou à Publico).

3. Fichés dans la brochure *Les profiteurs de guerre* (disponible elle aussi à l'UPF ou à la librairie du Monde libertaire).

Rock à Cuba

Rappelons-nous, c'était dans les années 1970 en Grande-Bretagne. « I am an antichrist, I am an anarchist. » (Je suis un antéchrist, je suis un anarchiste) chantaient les Sex Pistols (1977). La chanson s'appelait « Anarchy in the UK » (Anarchie dans la Grande-Bretagne). Tout avait débuté en 1975 à Londres avec la formation du groupe au nom provocateur. Johnny Rotten (le chanteur) avait-il lu Bakounine ? Il semblerait que sa conception de l'anarchisme ait été surtout viscérale comme peut le suggérer la fin de la chanson précitée : « Get pissed of ! » (en gros : « Bourrez-vous, cassez tout »). Bon. Les Sex Pistols, la musique punk ont-ils contribué à la propagation des idées anarchistes en Grande-Bretagne ? Faudrait le demander aux camarades d'outre-Manche.

Presque quarante ans après, à Cuba la scène contre-culturelle tente, avec succès de secouer le joug du régime castriste. Particulièrement un groupe punk, nommé « Porno para Ricardo »*, par sa musique, ses paroles irrévérencieuses et contestataires provoque l'ire du pouvoir. Leur chanteur, Gorki Aguila, a été incarcéré quelque temps… pour dangerosité. Grâce à une campagne de solidarité menée par le Mouvement libertaire cubain, celui-ci a récemment été libéré.

Sur leur site (voir à la fin de ces quelques lignes) on peut lire leurs déclarations contre tous les pouvoirs, écouter leur musique. En espérant qu'ils sauront confirmer leur engagement au côté du mouvement libertaire !

Loulou Barbesois

* Ce nom provocateur répond à la « fameuse consigne » de la dictature des frères Castro : « Patria o Muerte » (La patrie ou la mort).

Quelques liens sur la toile : le groupe punk Porno para Ricardo : pornopararicardo.com. MLC : movimientolibertariocubano@gmail.com. Infos actualisées sur l'anarchisme cubain par *El Libertario* (Venezuela) : nodo50.org/ellibertario.

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Ploërmel encore

sa statue de Vojtyla, ses caméras de surveillance et sa... répression !

Ce vendredi 19 septembre, dès 9 heures, au tribunal d'instance de Ploërmel, étaient jugées deux affaires d'affichage illégal.

La première affaire, son délibéré en fait, concernait un militant du collectif « Ploërmel sans vidéos », pris en flagrant délit d'affichage sur un lieu non autorisé en 2007. Les « débats » s'étaient déjà déroulés à la première audience, il y a quelques mois. Le militant avait argumenté qu'à l'époque des faits les panneaux d'affichage libre faisaient défaut. Pourtant, au nom de la liberté d'opinion et d'expression, la loi oblige les mairies à en mettre un certain nombre. Cette carence de la municipalité contraint quiconque veut exprimer ses opinions à Ploërmel à le faire sur des supports non légaux et, donc, à s'exposer aux poursuites judiciaires...

La mairie avait retiré sa plainte, mais le procureur, comme il en a le pouvoir, s'était autosaisi du dossier... Le président du tribunal a suivi son réquisitoire : 450 euros d'amende ! Le militant, salarié précaire, fait appel et entend souligner l'incohérence de ce verdict, eu égard au non-respect des dispositions légales en matière d'affichage par la mairie. Le collectif « Ploërmel sans vidéos » organise un week-end d'animations les 7, 8 et 9 novembre, à la salle des Fêtes, pour le troisième anniversaire des caméras (maintenues par la nouvelle municipalité de gauche et centre) : concerts pour récolter quelques fonds, débats, théâtre de rue sont au programme. Rappelons que l'ancien maire a été décoré des « big brocher awards ». La seconde affaire, jugée dans la foulée, concernait quatre militants et une militante de la CBIL (Coordination pour une Bretagne indépendante et libertaire).

En 2007, une action collective de la CBIL à Ploërmel avait pour thème « non à la religion du sécuritaire », faisant le lien entre les caméras et la statue de Yann-Baol 2 (Jean-Paul 2, version bretonnisée !) avec son « n'ayez pas peur ». Au cours de leur défilé, différents supports ont été encollés ; non autorisés comme il se doit, vu que les panneaux légaux n'existaient pas comme on vient de le voir. Cinq personnes ont donc été arrêtées, dont un mineur. Une erreur de procédure a eu lieu : le mineur aurait dû être représenté par sa mère, civilement responsable, mais celle-ci n'a pas été convoquée. Le voilà tranquille !

Trois autres n'ayant pas été formellement pris en flagrant délit, seule la militante a fait l'objet d'une condamnation. Un gendarme a assuré l'avoir reconnue... résultat : 100 euros par affiche, plus 50 euros au titre de dommages et intérêts... Car, ce coup-ci, la mairie a « oublié » de retirer sa demande et réclamait même 440 euros.

L'ancienne équipe municipale a, depuis ces affaires, régularisé l'affichage libre. Le collectif « Ploërmel sans vidéos » profitait que cette audience avait lieu le jour du marché pour tenir un stand d'information. Il est quand même important de faire entendre un autre son de cloche (!) que celui des édiles de la bourgade, n'est-ce pas Yann-Baol II ?

Stef

groupe FA Vannes et Lorient

Radio libertaire

Jeudi 25 septembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité. Invité: François Robin (Association Roudon), pour les journées Gaston Couté, les 27 et 28 septembre à Meung-sur-Loire (45).

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures) La paix au Niger Invitée pressentie: l'association Survie.

Epsilonia (22 heures) Électrons libres. Invitée: la compositrice Bérangère Maximin.

Vendredi 26 septembre

Place aux fous (13 heures) « République, républicains », les Journées du livre d'histoire du Gard ont tenu cette année trois débats. Diffusion de la 1re conférence *La Révolution française*, avec l'historien Claude Mazauric, qui eut lieu à Uzès, le 15 août dernier.

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées: La chanson chilienne militante des années cinquante à 70, autour de Violeta Para et Victor Jara. Nous recevrons, pour l'occasion, le chanteur guitariste « décalé » Oso el Roto.

La grenouille noire (21 heures) Écologie libertaire. Émission consacrée au Deuxième Festival Cinécolo, qui aura lieu du 6 octobre au 12 octobre au Centre Culturel La Clef, 21, rue de la Clef, Paris 5e.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) CSPB (Comité de Solidarité avec le Peuple basque) L'actualité politique du Pays basque.

Samedi 27 septembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Drôle de mai, chronique des années de boue. Avec José Vieira, réalisateur du film *Drôle de mai*

Émission spéciale (12 heures) Fête de Radio Libertaire! Programmation en direct du «Squat sans Plomb», à Ivry-sur-Seine: débats, concerts (Moustache, Fred Alpi), rencontres avec les animateurs, dégustation de cuisines du monde

Les passagers de la nuit (19 heures) Cinéma. Rentrée de l'émission.

« Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » (21 heures) Anita accueille exceptionnellement les « Chroniques rebelles » Autour du livre *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation* de Jules Falquet (La Dispute). avec l'auteure.

Dimanche 28 septembre

Tempête sur les planches (14 heures) La subversion clownesque est dans la rue: la compagnie « Tous à vos nez » vient au festival « *Quartier libre* » de Montreuil, festival « *des arts, des gens et des rues* ».

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Rudies back in town (22 heures) Le mouvement skinhead international...

Lundi 29 septembre

Bol d'Art (09 h 30) Art en musique. Réveil choc avec S2D2, groupe de métal en pleine forme.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Les mangeux d'terre (18 heures) Émission écolo-libertaire.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme.

Mardi 30 septembre

Le Parisien libertaire (8 heures) Sur l'actualité parisienne. L'agenda militant.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-vidéosurveillance

Idéaux et débats (18 heures) La vraie vie.... Deux auteurs en direct pour l'émission du jour: Nathalie Kuperman, pour *Petit déjeuner avec Mick Jagger* (l'Olivier) ; Blanche de Richemont, pour *Pourquoi pas le silence* (Robert Laffont).

Radio libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Energie) L'émission du syndicat qui vous doit plus que la lumière!

Mercredi 1er octobre

La bibliothèque anarchiste (08 heures) Nouvelle émission! Lecture de textes anarchistes.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Big Joe Williams, 9 cordes...

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature et Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes de prisonniers.

Trafic (22 h 30) reçoit Mehdi, de Speed Caravan. Speed Caravan était dans0 le festival NewBled, la belle occasion de les voir sur scène, avec Rachid Taha.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 26 septembre

Metz (57)

Fête de la CNT, 20 heures, au bar de la Comédie, débat « Penser global, agir local » suivi de David Vincent et ses mutants. Au bar le Flamenco, débat « Fichage ADN, constructions de nouvelles prisons, rétention de sûreté » suivi des Boulettes russes. Au bar de la Chenille Bleue, débat « De la montée des discriminations à la poussée de l'extrême droite » suivi de The Sioux. Au bar la Tedesco, débat « Homophobie, sexisme » suivi de Pitou. Liste des festivités au 0688084959.

Gennevilliers (92)

20h30. La CGT Éduc'action, la CNT Éducation et SUD Éducation vous invitent à une projection/débat sur le mouvement Freinet et son histoire. Bourse du travail, 3, rue Lamartine, près du métro Asnière-Gennevilliers (Gabriel- Péri).

Caen (14)

20 heures Projection débat autour du film/détournement *La dialectique peut-elle casser des briques?* Discussions autour des situationnistes et du détournement; au Pavillon Noir, 10, bd Poincaré.

Périgueux (24)

Bruno Daraquy accompagné au piano par Nathalie Fortin, présente son nouveau tour de chant « À Toi » au Paradis, 8, place Faidherbe, à 21h00. Réservation conseillée: 0553064037

Samedi 27 septembre

Metz (57)

Fête de la CNT, 16 heures, manif pour la défense de nos acquis sociaux. 18 heures, meeting de la CNT. Suivi de concerts avec Young Soul Rebel, Redkick, Bull Brigade, Two Tone Club au bar de la Chenille Bleue (PAF 10 euros, 8 euros pour les précaires). Liste des festivités au 0688084959.

Brioude (43)

20h30. Conférence *Pierre Monatte et le syndicalisme révolutionnaire* à la Halle aux Grains, animée par Miguel Chueca.

Périgueux (24)

Bruno Daraquy au Paradis, 8, place Faidherbe, à 21h00. Voir plus haut.

Paris XIIIe

Les Amis de la Commune de Paris font une fête commémorative de 15 heures à 20 heures. Stands de librairie et buvette, animations avec Riton la Manivelle et d'autres musiciens. 17h30, Intervention suivie d'un débat sur la Commune et le droit au logement. 18h30, apéritif communard avec Marc Perrone et Marie-Odile Chantran. Place de la commune de Paris sur la Butte aux cailles. Métro Place-d'Italie ou Corvisart.

Ivry (94)

De 12 à 20 heures. C'est la Fête de Radio Libertaire. à Ivry! Musique, avec Moustache (14 heures) qui chantera Brassens et les autres, la chorale Le Cœur du Peuple (16 heures) et Fred Alpi (18 heures). Espace consacré aux logiciels libres, projection de *Cosette* réalisé par Laurent de l'émission « Léo 38 », ateliers pour les enfants (sculpture, dessin, écriture, théâtre) et Nono le clown des Batignolles. Pour les petits et les grands, spectacle de capoeira. La radio avec son studio sur place retransmettra les concerts. Auditeurs et animateurs pourront échanger à loisir. Deux bars, grillades, cuisine chilienne. Au Squatt «Sans Plomb», 38 rue Gabriel Péri à cinq minutes à pieds du M° Mairie-d'Ivry, 10 minutes de la gare RER d'Ivry. L'entrée est libre.

Paris XIe

14 heures. Conférence débat avec Nicole Maillard-Déchenans, autour de son livre *Pour en finir avec la psychiatrie* paru en mai 2008 aux Éditions libertaires. À l'Ageca, 177, rue de Charonne (attention, ne pas confondre rue de Charonne et bd de Charonne).

Paris XIIIe

De 15 à 20 heures. Fête de La Commune: chansons, musique, poèmes, buvette, animation pour enfants, débat à 15 heures sur Commune et droit au logement. Place de la Commune de Paris 1871 (angle des rues de la Butte aux Cailles et de l'Espérance). M° Corvisart ou Place-d'Italie. Tel. 0630761265.

Dimanche 28 septembre

Metz (57)

Fête de la CNT. 12 heures, repas-concert avec Fred Alpi; au bar de la Chenille Bleue. Au bar le Flamenco, 14 heures, débats « L'anarcho-syndicalisme: ses pratiques, ses stratégies ou comment créer une section CNT dans le public et le privé ». Au bar l'Émile Vache, CNT, CGT, FO, Sud... « l'éparpillement des syndicalistes de luttes vers l'unité organisationnelle ». Au bar La Tedesco, « Les bourses du travail: de l'outil de résistance à l'alternative libertaire ». Au bar de la Chenille Bleue (Paf 10 euros, 8 pour les précaires), concerts à 19 heures avec Strong as Ten, K-Listo, La K-Bine Feat Sheryo, et La Place du Kif. Liste des festivités au 0688084959.

Merlieux (02)

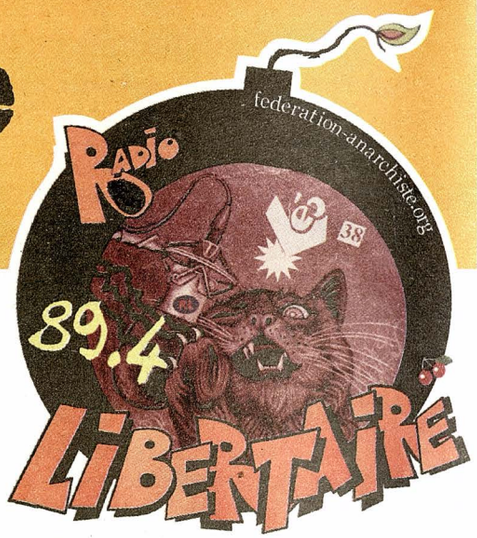
Cette année pas de Salon du Livre anarchiste. Mais à l'occasion de la Fête du Livre, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste tiendra sa table de presse et la Bibliothèque sociale sera ouverte de 10 heures à 19 heures, 8 rue de Fouquerolles. De 15 à 16 heures, débat avec Alain Krivine, Bernard Defrance et un militant du groupe Kropotkine à la salle polyvalente.

Lundi 29 septembre

Paris XXe

20 heures, *Vive la Sociale* (bis). Spectacle collectif avec François Corbier, Michel Bühler, Serge Utgé-Royo, Évelyne Gallet, Annick Roux. 20 et 15 euros. Au Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières. Tél. 0143522040.

Ivry-sur-Seine
Radio libertaire en fête



Des militants, des animateurs et des animatrices de Radio libertaire organisent une grande fête au squatt «Sans plomb» au 38, rue Gabriel-Péri à Ivry-sur-Seine, métro Mairie-d'Ivry.
Dès 12 heures, il y aura des stands où vous pourrez rencontrer les équipes d'animation de la radio; des concerts avec Moustache qui chante Brassens, Fred Alpi, le Cœur du peuple (chorale à laquelle vous pourrez vous joindre et chanter); un espace logiciels libres; des ateliers dessin et théâtre avec Nono le clown; de la capoeira; une projection de *Cosette*, film de Léo 38.
À 20 heures, les squatters présenteront un opéra rock.
Bien entendu, l'entrée est libre et avec une restauration chilienne et africaine pour pas cher.

Samedi 27 septembre

De 12 h à 20h au squatt «Sans plomb», 38, rue Gabriel-Péri, métro Mairie-d'Ivry